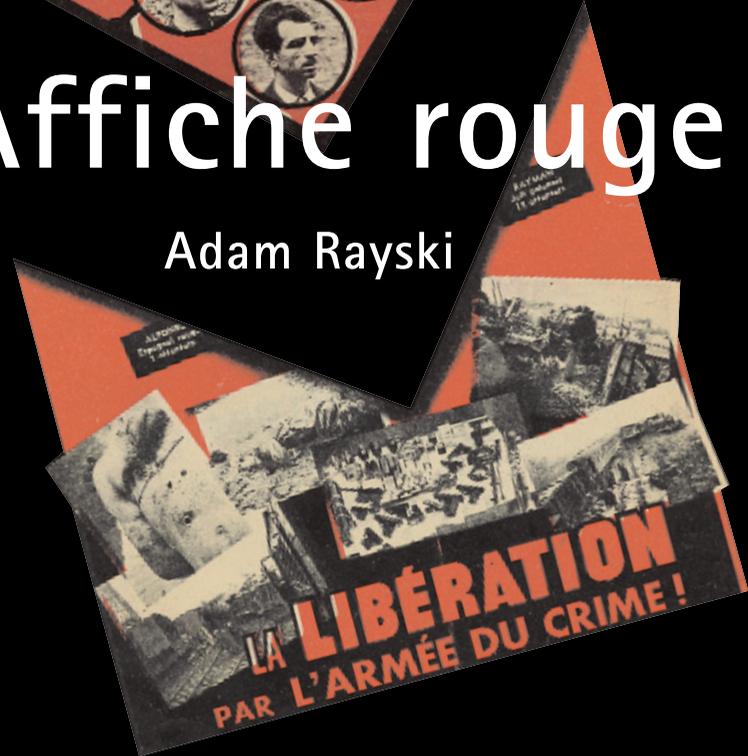


L'Affiche rouge

Adam Rayski



Cet ouvrage est issu d'un texte écrit par Adam Rayski peu de temps avant sa mort.
La ville de Paris tient à saluer sa mémoire et à remercier sa famille qui a permis cette réédition.

L'Affiche rouge

Adam Rayski



Paris n'oubliera jamais l'Affiche rouge. Ses noms et ses visages, que l'oppression nazie et la collaboration de Vichy voulaient condamner à l'infamie, incarneront devant l'Histoire les valeurs de résistance, de courage et d'héroïsme. Les FTP-MOI menés par Missak Manouchian ont sauvé, par la plus sacrée des révoltes, non seulement l'honneur de notre pays mais aussi la conscience de l'Humanité.

Patriotes face à ceux qui trahissaient la République, ces partisans devinrent Français par le plus beau sacrifice – le combat pour la liberté et la dignité de l'Homme –, et méritent la reconnaissance et l'admiration éternelles de notre nation et de notre Ville. Par cette brochure, Paris veut contribuer à l'indispensable travail de mémoire et rendre hommage à ceux qui se sont dressés face à la barbarie, au prix de leur existence. Je veux saluer avec respect et affection, en mon nom personnel et au nom de Paris, le souvenir de son auteur, Adam Rayski, grand résistant et dirigeant de la FTP-MOI disparu en 2008 et

qui, avec ce témoignage aussi précis qu'émouvant, a offert en partage aux nouvelles générations le bien le plus précieux : la vérité de l'Histoire. L'oppresseur voulait frapper de sa main criminelle « l'Arménien », « le Juif hongrois » ou « polonais », « le communiste italien » et « l'Espagnol rouge ». Ne reste dans nos cœurs que la figure magnifique d'hommes libres, dont la voix résonne à travers les ténèbres par le chant d'Aragon :

« Ils étaient vingt et trois quand les fusils fleurirent
Vingt et trois qui donnaient leur cœur avant le temps
Vingt et trois étrangers et nos frères pourtant
Vingt et trois amoureux de vivre à en mourir
Vingt et trois qui criaient la France en s'abattant ».

Bertrand Delanoë
Maire de Paris

A handwritten signature in black ink, consisting of stylized initials and a surname, likely 'Bertrand Delanoë'.

Légion

Si j'ai le droit de dire en français aujourd'hui
Ma peine et mon espoir, ma colère et ma joie
Si rien ne s'est voilé définitivement
De notre rêve immense et de notre sagesse

C'est que des étrangers comme on les nomme encore
Croyaient à la justice ici bas et concrète
Ils avaient dans leur sang le sang de leurs semblables
Ces étrangers savaient quelle était leur patrie

La liberté d'un peuple oriente tous les peuples
Un innocent aux fers enchaîne tous les hommes
Et qui se refuse à son cœur sait sa loi
Il faut vaincre le gouffre et vaincre la vermine

Ces étrangers d'ici qui choisirent le feu
Leurs portraits sur les murs sont vivants pour toujours
Un soleil de mémoire éclaire leur beauté
Ils ont tué pour vivre ils ont crié vengeance

Leur vie tuait la mort au cœur d'un miroir fixe
Le seul vœu de justice a pour écho la vie
Et lorsqu'on n'entendra que cette voix sur terre
Lorsqu'on ne tuera plus ils seront bien vengés.
Et ce sera justice.

Paul Éluard

*Paul Éluard, Œuvre poétique, tome V
Aux éditions du club de l'honnête homme, 1986, p. 260.*

Groupe Manouchian

Vous n'avez réclamé la gloire ni les larmes
Ni l'orgue ni la prière aux agonisants
Onze ans déjà que cela passe vite onze ans
Vous vous étiez servi simplement de vos armes
La mort n'éblouit pas les yeux des Partisans

Vous aviez vos portraits sur les murs de nos villes
Noirs de barbe et de nuit hirsutes menaçants
L'affiche qui semblait une tache de sang
Parce qu'à prononcer vos noms sont difficiles
Y cherchait un effet de peur sur les passants

Nul ne semblait vous voir français de préférence
Les gens allaient sans yeux pour vous le jour durant
Mais à l'heure du couvre-feu des doigts errants
Avaient écrit sous vos photos
MORTS POUR LA FRANCE
Et les mornes matins en étaient différents

Tout avait la couleur uniforme du givre
À la fin février pour vos derniers moments
Et c'est alors que l'un de vous dit calmement
Bonheur à tous Bonheur à ceux qui vont survivre
Je meurs sans haine en moi pour le peuple allemand

Adieu la peine et le plaisir Adieu les roses
Adieu la vie adieu la lumière et le vent
Marie-toi sois heureuse et pense à moi souvent
Toi qui vas demeurer dans la beauté des choses
Quand tout sera fini plus tard en Erivan

Un grand soleil d'hiver éclaire la colline
Que la nature est belle et que le cœur me fend
La justice viendra sur nos pas triomphants
Ma Mélinée ô mon amour mon orpheline
Et je te dis de vivre et d'avoir un enfant

Ils étaient vingt et trois quand les fusils fleurirent
Vingt et trois qui donnaient leur cœur avant le temps
Vingt et trois étrangers et nos frères pourtant
Vingt et trois amoureux de vivre à en mourir
Vingt et trois qui criaient la France en s'abattant.

Louis Aragon

Groupe Manouchian a été publié dans *L'Humanité* du 5 mars 1955. Ce poème a été repris dans le recueil *Le Roman inachevé*, Éditions Gallimard, 5 novembre 1956, sous le titre *Strophes pour se souvenir*. Il fut mis en musique et interprété par Léo Ferré en 1961 (disques Barclay) sous le titre *L'Affiche rouge*, ce qui a largement contribué à le populariser.

En juin 1985, ce poème fut cité dans plusieurs articles de presse consacrés au film d'Alain Mosco, *Des terroristes à la retraite*, projeté à la télévision le 2 juillet. L'hommage d'Aragon à Missak Manouchian et ses vingt-deux camarades fusillés le 21 février 1944, lui fut imputé à charge parce que tardif. Certains crurent voir dans le vers *Onze ans déjà que cela passe vite onze ans* l'accent du repentir. Ces directeurs de conscience omirent seulement d'indiquer que ce poème fut écrit par Aragon à l'occasion de l'inauguration d'une rue Groupe-Manouchian à Paris le 6 mars 1955. Inauguration à laquelle *L'Humanité* conviait les Parisiens à se rendre. À l'exception de ce journal, nul autre ne rendit compte de cet événement.

Introduction

Denis Peschanski
Directeur de recherche au CNRS

Ce devait être en 1986. Nous avons décidé, Stéphane Courtois, Adam Rayski et moi-même de consacrer un ouvrage aux résistants étrangers de la MOI. Je lui apportais le résultat de premières explorations, décisives, dans les archives judiciaires puisque s'y trouvait le compte rendu des trois filatures policières qui, se succédant tout au long de l'année 1943, aboutirent au démantèlement de la MOI et de son bras armé, les FTP-MOI, dans la région parisienne. Les quelques dizaines de pages rendant compte de la deuxième filature, visant le groupe juif, montraient à Rayski qu'il était alors effectivement repéré et qu'il avait échappé de justesse à l'arrestation.

Instant d'intense émotion évidemment, quarante ans après les faits, mais aussi illustration du parcours si original de l'auteur de cette plaquette judicieusement rééditée. En nous limitant à la période qui nous occupe, rappelons qu'Adam Rajgradski, dit Rayski, est né en 1914 à Byalistok, en Pologne, et qu'il a rejoint la France en 1922. Son engagement communiste qui fut déjà à l'origine de son exil le conduisit, en France, dans les milieux de la main-d'œuvre immigrée (MOI), structure mise en place par le parti communiste. Son intérêt pour la presse explique son travail au sein de la presse juive communiste. Nous reviendrons sur les répercussions du pacte germano-soviétique mais, responsable clandestin, mobilisé, il resta fidèle à son engagement communiste et juif. Comme il le résumera bien plus tard dans une formule que je ne suis pas le seul à lui emprunter pour rendre compte de la spécificité de la Solution finale : « Sur l'horloge de l'Histoire, les aiguilles avançaient plus vite pour les Juifs que pour les autres populations de l'Europe occupée. Le temps des autres n'était pas exactement le nôtre ». Il comprit que la bataille de l'information était décisive et ce terrain politique qu'il privilégia, à Paris à la tête de la section juive ou, après la chute du 2^e détachement (juif) des FTP-MOI et d'une partie de la section en juillet 1943, ou en zone sud où il put se replier à temps avec ceux qui avaient pu échapper à la

police française. Là il joua un rôle-clé dans la création du Conseil représentatif des israélites de France (CRIF) né, donc, dans et de la clandestinité.

Celui qui, dans la dernière partie de sa vie, se consacra à l'histoire des Juifs dans la France des années noires avait donc été aussi l'un de ses principaux acteurs. Le défi n'est jamais simple et rares sont ceux qui, comme Daniel Cordier ou Jean-Louis Crémieux-Brilhac et donc comme lui, réussirent à le relever. On le devina dès les mémoires qu'il publia en 1985 (*Nos illusions perdues*, Balland). Je peux en attester dans le collectif consacré à cette question ô combien majeure, *Qui savait quoi ?* (La Découverte, 1987) ou dans le livre intitulé *Le Sang de l'étranger. Les immigrés de la MOI dans la Résistance* (Fayard, 1989). Poursuivant notre travail commun, il avait récolté encore d'autres documents, en particulier dans les archives allemandes, et avait pu nourrir la brochure éditée par la Mairie de Paris en 2003 et rééditée aujourd'hui.

Bien sûr d'autres sources ont permis d'en savoir plus sur la traque de « l'Affiche rouge », surtout dès lors que s'ouvrirent enfin, et largement, les Archives de la Préfecture de police de Paris. Mais cela ne vint pas remettre en cause les analyses d'Adam Rayski et l'objet de son travail. Il montre la place centrale que jouèrent les étrangers dans la lutte armée à Paris. Les débuts ne furent pas simples, comme pour tous les militants communistes. Le pacte germano-soviétique avait gelé la stratégie communiste dans un rejet parallèle des protagonistes de la guerre, une guerre dite « impérialiste » où la classe ouvrière n'avait rien à gagner. Il fallut attendre mars 1941 pour voir affirmé le primat de la revendication de libération nationale, puis la rupture du pacte pour que d'« impérialiste » la guerre devienne « juste ». Et l'été 1941 pour que le PCF s'engage à Paris dans la lutte armée. Dans ce combat, les étrangers tinrent une place centrale. Ce que nous rappelle Adam Rayski, c'est qu'il ne faut pas s'imaginer que ce combat ultime fut le fait de masses innombrables. À son paroxysme, quand furent réalisées les actions les plus spectaculaires, on comptait soixante-cinq combattants des FTP-MOI en région parisienne. Il montre cependant, et tel est le fil rouge de son analyse, que le combat militaire ne peut être dissocié du combat politique. Il est bien placé pour savoir que les deux furent étroitement liés. Nous le suivons pleinement en précisant qu'il ne faut pas chercher dans l'effet militaire, au demeurant limité, l'essentiel de ce combat : il fut

d'abord et avant tout un combat politique, qu'il fragilisât l'Occupant obsédé par la sécurité de ses troupes, qu'il aidât à mobiliser l'opinion engluée dans les contraintes de la vie quotidienne ou qu'il participât de la reconstruction de l'identité nationale.

Car telle fut l'originalité principale de l'histoire qui nous est contée ici : des étrangers combattants pour la libération du territoire français furent traqués, filés, arrêtés par des policiers français au service de l'occupant étranger. Ces quelques dizaines de combattants étaient pour beaucoup des gamins sans expérience militaire, à côté d'un encadrement plus âgé et plus expérimenté formé dans les Brigades internationales, ou dans la clandestinité de l'Europe centrale autoritaire. Face à eux, la police parisienne avait mis sur pied une structure particulière, les Brigades spéciales de la préfecture de police (Renseignements généraux). Les deux cents policiers très professionnels des BS étaient ainsi engagés dans un combat à mort contre les « communo-terroristes » et pouvaient, en outre, compter sur le relais d'autres services.

En apparence, la police gagna la partie. Après des mois et des mois de traque, en novembre 1943, elle démantelait la résistance immigrée parisienne, armée et politique. On n'oubliera pas, cependant, que le combat se menait, d'abord, sur le terrain politique, celui de l'opinion. L'échec de la campagne allemande de « l'Affiche rouge », comme s'ouvrait le procès du groupe de Manouchian et Boczor, témoigne de la victoire des combattants, au-delà de la mort. L'occupant allemand et Vichy voulaient en faire des assassins ; ils en firent des héros.

On ne se lasse pas de la regarder



Au fil des années, l'image de l'Affiche rouge s'est progressivement gravée dans la mémoire des Français. On ne se lasse pas de la regarder, de la revoir, de temps à autre, dans un journal, dans un document télévisé... C'est avec la même émotion que l'on écoute le poème d'Aragon avec la voix de Léo Ferré. Car il émane de cette affiche une force que ses auteurs ne soupçonnaient pas. Une force qui vient sans doute de ces dix portraits-médailles d'hommes à qui on voulait attribuer des « sales gueules de malfaiteurs » mais qui, néanmoins, apparaissaient à l'époque, aux yeux des Français, plutôt sympathiques.

En effet, l'Affiche rouge se retourne contre ses auteurs français et allemands comme un boomerang, les frappe publiquement et à jamais au visage. L'inversion de la situation, plus précisément la contradiction absolue entre l'objectif posé et l'effet obtenu, avait été instantanément perçue par le peuple des villes et des villages de la France occupée dont les murs et les palissades avaient été recouverts de cette affiche voulue ignoble et devenue, finalement, noble. « Le tombeau des héros est le cœur des vivants » a écrit André Malraux. Il en est ainsi pour les résistants figurant sur l'Affiche. Ils ont conquis leur place – si l'on peut dire – dans notre mémoire affective.

Et pourtant, leur histoire est peu et mal connue. Surtout mal connue. Le paradoxe veut que les situations les plus limpides deviennent troubles dès que, au nom des « enjeux », se déclenchent des débats dont la première victime est la vérité historique. Tant il est vrai que les passions s'accommodent bien du « n'importe quoi » comme argument, comme preuve.

Début 1942, les « Brigades spéciales » (BS) de la préfecture de Police, en étroite collaboration avec les Services de Sécurité allemands, prennent pour cible prioritaire les organisations de résistance politiques et militaires de la MOI

(Main-d'œuvre immigrée). En effet, l'impact de leurs actions de guérilla dans la capitale est double : renforcement du sentiment d'insécurité parmi les troupes de la *Wehrmacht* et hausse du moral de la population parisienne.

Puisse cette brochure contribuer à la connaissance de la tragique et héroïque histoire de l'Affiche rouge, qui constitue le point final d'une confrontation à armes inégales entre les Brigades spéciales et la Gestapo d'une part et les résistants immigrés d'autre part.

Publications d'Adam Rayski

Nos Illusions perdues, Balland, Paris, 1985.

Qui savait quoi ? L'extermination des Juifs 1941-1945, avec Stéphane Courtois, La Découverte, 1987.

Le Sang de l'étranger. Les immigrés de la MOI dans la Résistance, avec Stéphane Courtois et Denis Peschanski, Fayard, 1989, 2^e édition 1994.

Le Choix des Juifs sous Vichy. Entre soumission et résistance, La Découverte, 1992.

L'Affiche rouge, DMPA, 1999.

L'Affiche rouge, Mairie de Paris, 2003.

Le soulèvement du ghetto de Varsovie et son impact en Pologne et en France, collectif, MRN, 2003.

Au stand de tir, le massacre des résistants, Paris 1942-1944, Mairie de Paris.

Adam Rayski

(1913, Bialystok, Russie, actuellement Pologne – 2008 Paris)

Étudiant, responsable des Jeunesses communistes de sa région, en 1932, il doit quitter la Pologne et vient en France pour suivre des études de journalisme à la Sorbonne. En 1934, il devient journaliste au quotidien de la MOI en langue yiddish, *La Presse Nouvelle* et, peu après, entre à la rédaction de *L'Humanité*. Adam Rayski participe à la campagne de France. Il est fait prisonnier mais s'évade en juillet 1940, d'un camp de transit de prisonniers de guerre à Nantes. Il revient dans Paris occupé, au matin du 14 juillet.

Adam Rayski participe à la réorganisation de la MOI et devient le responsable national de la section juive jusqu'à la fin de la guerre. Il s'occupe particulièrement de la presse clandestine qui sensibilise les Juifs aux menaces de déportation et cherche à rompre leur isolement en créant, en août 1942, après la rafle du Vél d'Hiv, le Mouvement national contre le racisme, et ses journaux clandestins (*J'accuse, Fraternité*). Parallèlement, il participe au recrutement des militants susceptibles de s'engager dans la lutte armée au sein des FTP-MOI parisiens. Traqué par la police, il passe, en juillet 1943, en zone sud, où il participe, en janvier 1944, à la création du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF).

Après guerre, Rayski demeure le principal dirigeant de la section juive, devenue Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide. À partir de ses activités de journaliste, mais aussi d'historien, il œuvre activement à la transmission de l'histoire et de la mémoire de la Résistance et de la Déportation en premier lieu du rôle des « étrangers » notamment avec l'UJRE, l'Union des Résistants et Déportés Juifs de France (URDF) ou comme membre du Jury national du Concours de la Résistance et de la Déportation.



Adam Rayski,
Marseille 1943,
collection particulière.

L'Affiche rouge : point d'orgue de la propagande nazie et de Vichy



Placardée sur les murs des principales villes de France, l'Affiche rouge est devenue le symbole de la propagande de l'occupant nazi et du régime de Vichy.

Du procès nous ne savons presque rien : seul le verdict, consigné sur une feuille, a été retrouvé par l'historien Ahlrich Mayer. Vraisemblablement, à huis clos, sans défense, les 23 ont comparu devant une cour martiale allemande constituée de trois juges militaires, d'un procureur et d'un greffier, conformément au code pénal allemand en vigueur depuis juin 1940. Les débats ont eu lieu en allemand. La sentence de mort fut sans appel. L'État français de Vichy dispose également depuis 1941 d'une justice d'exception et excelle dans cette répression à visage légal.

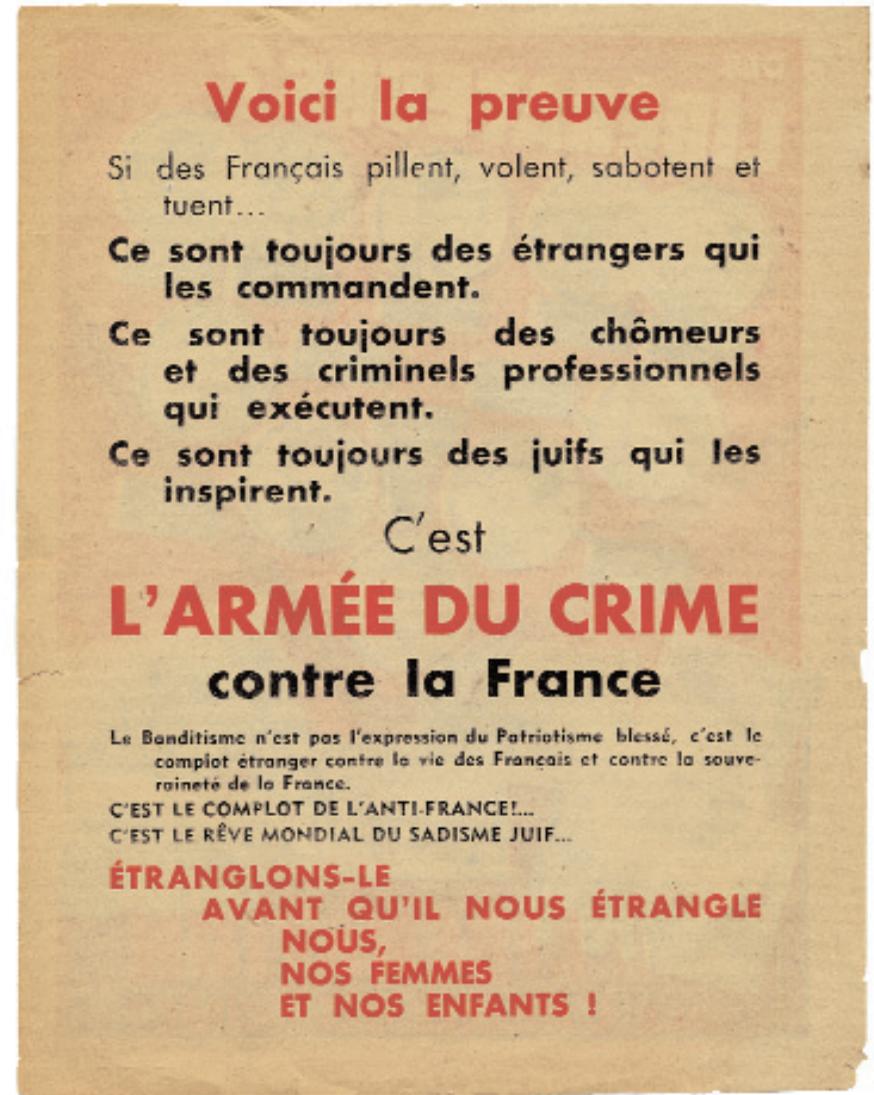
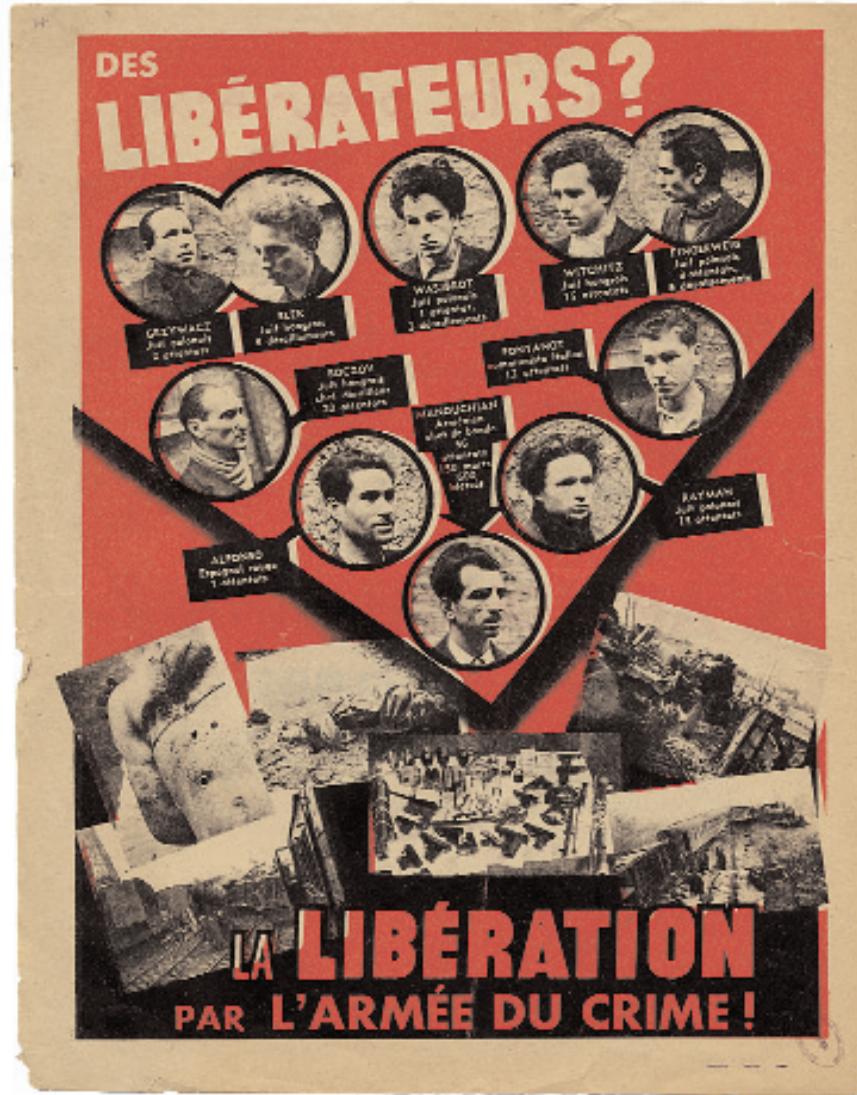
De conserve, l'occupant allemand et l'État français donnent, durant une semaine, du 18 au 24 février 1944, un caractère spectaculaire à l'affaire. Tous les médias sont mobilisés : presse écrite, radios, actualités cinématographiques, affichages publicitaires. Une affiche, placardée sur tous les murs de France, déclinée en tract et en brochures, marque le point culminant de cette campagne.

Cette affiche a été réalisée par le Centre d'études antibolcheviques (CEA) officine de propagande émanant de l'Occupant. Non signée mais teintée aux couleurs du drapeau nazi, elle exprime la volonté des autorités de passer à nouveau à l'offensive au plan idéologique alors que la victoire semble avoir définitivement changé de camp : les défaites militaires sur tous les fronts se succèdent ; un débarquement allié en métropole se précise ; la Résistance partout présente et active achève son unité avec la création des FFI.

L'Affiche combine d'une façon qui se veut habile deux outils habituellement placardés sur les murs, d'une part les listes des condamnés ou les avis d'exécutions

et d'autre part les affiches de propagande collaborationniste dont elle reprend la graphie et les slogans. Apparaissent ainsi les boucs émissaires traditionnels de l'Occupant et de Vichy : les « Juifs », les « étrangers » et les « communistes ». Mais l'affiche témoigne également de procédés nouveaux. La photographie est pour la première fois utilisée, plutôt que le dessin ou la caricature, pour stigmatiser l'adversaire. De même, les signes d'espérance portés par les milieux combattants, le V de la victoire, les termes « libérateurs » et « libération » sont détournés de leur fonction afin de discréditer la Résistance, de la diviser ou d'effrayer une population qui tend de plus en plus à s'y rallier. À la veille du débarquement, la Résistance est systématiquement assimilée à un communisme étranger et fauteur de guerre civile.

À cet égard, l'affiche est un échec cuisant puisqu'elle permet d'identifier et d'humaniser les combattants armés et contribue à intégrer toutes les forces de la Résistance au destin national, en mettant en exergue le concours particulier des militants communistes.



La MOI



La MOI (Main-d'œuvre immigrée, dont le nom officiel est jusqu'en 1932 Main-d'œuvre étrangère) est à l'origine une organisation syndicale. Elle a été créée en 1923 par la CGT unifiée (CGTU), confédération proche du parti communiste français. Ce dernier reprend l'idée en 1925 et fédère sur le plan politique des ouvriers immigrés, appelés en grand nombre pour la reconstruction de la France après la Première Guerre mondiale. La MOI est alors structurée en fonction de la langue et comprend des groupes italiens, espagnols, polonais, russes, tchèques, roumains, serbes, arméniens et yiddishs. Sa direction dépend directement de la direction centrale du PCF. Chaque groupe a ses propres publications en langue maternelle mais aussi ses cercles culturels, ses associations sportives ou de jeunesse. La MOI constitue ainsi un instrument d'intégration sociale et politique pour un nombre important de travailleurs d'origine étrangère.

Dissoute pendant la Drôle de Guerre, la MOI est reconstituée clandestinement à l'été 1940 avec une organisation similaire. Ses principaux dirigeants sont Louis Gronowski, Arthur London, Jacques Kaminski, Marino Mazetti, Édouard Kowalski et Adam Rayski.

Les groupements nationaux éditent en grand nombre des journaux clandestins en langues étrangères et œuvrent à la réalisation de l'unité de leurs compatriotes dans la lutte contre l'Occupant. Ceux-ci s'intègrent dans une résistance communiste qui, au-delà des parcours individuels, se développe progressivement et passe en août 1941 à la lutte armée. Ils seront parmi les forces les plus importantes déployées au sein des FTP dans la région parisienne.

La section juive de la MOI est l'une des plus actives. Sa presse et ses organisations parallèles jouent un rôle important dans l'entrée en résistance des Juifs et l'organisation progressive de leur unité. On peut notamment citer Solidarité, d'où naîtront

le Mouvement national contre le racisme (MNCR, ancêtre du MRAP) et l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE). Cette dernière participera activement, avec d'autres, à la création, en janvier 1944, du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF). L'action de la MOI est également décisive pour la mobilisation des consciences et des forces dans le sauvetage des Juifs en France.

[...] Ils sont venus en France, ces Juifs immigrés, de tous les coins de l'Europe orientale et centrale. Traqués et pourchassés dans leurs pays, ils savaient qu'il existait un pays, une terre séculaire d'asile et d'hospitalité, la France, sur ce vieux continent. Ils s'y sont réfugiés, et, pour la première fois de leur vie, peut-être, ils ont respiré un air de liberté et de dignité humaine [...]

Extrait d'un tract de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide - UJRE, mars 1944.

© MRN-Champigny



Boris Holban devient sous les pseudonymes de « Roger » et d'« Olivier » le chef militaire des FTP-MOI de Paris jusqu'à son remplacement par Manouchian en juillet 1943. À la Libération, Holban prend le commandement du Bataillon 51/22 composé de volontaires de différentes nationalités. © DR

Gronowski Louis

(?, Woclawek, actuellement Pologne – 1987, Paris)

Lycéen, il milite dans les organisations révolutionnaires et participe à la création des Jeunesses communistes polonaises. Emprisonné en 1923-1924, il est déchu de ses droits civiques après le coup d'État du maréchal Pilsudski et doit s'exiler. Il arrive en France (hébergé chez les Trugnan) en décembre 1929 en passant par l'Allemagne et la Belgique dont il est expulsé. Il vit de petits boulots et participe aux activités journalistiques et intellectuelles de la MOI. Il joue un rôle dans l'engagement et le départ des émigrés en Espagne pour combattre au sein des Brigades internationales. En 1939 à la déclaration de guerre, il s'engage dans l'armée polonaise qui combat en France. Tuberculeux, il est réformé. Il suit alors des cours dans une usine-école à Puteaux pour devenir ajusteur et participe à la réorganisation clandestine de la MOI. Dès le début de l'Occupation, il forme avec Jacques Kaminski et Arthur London le premier triangle de direction nationale de la MOI, responsabilité qu'il assurera durant toute l'Occupation, en liaison directe tous les quinze jours avec Jacques Duclos, secrétaire du Parti communiste clandestin. En novembre 1941, il rédige un ouvrage remarquable intitulé *L'antisémitisme, le racisme, le problème juif*. Édité en brochure par le PCF et diffusé clandestinement c'est une riposte politique et scientifique à l'idéologie raciste, xénophobe et antisémite de l'Occupant et de l'État français. Traqué par les BS, il échappe à tous leurs coups de filet. Il retourne en Pologne en 1949 mais revient vivre en France en 1968.

London Arthur

(1915, Ostrava, empire austro-hongrois, actuellement République tchèque – 1986, Paris)

Trop pauvre pour poursuivre des études, il est vendeur dans le textile. Animateur de la Jeunesse communiste et du syndicat révolutionnaire dans cette région minière, il connaît à quinze ans ses premiers séjours en prison pour lutte antimilitariste et participation à des grèves illégales. De mars 1937 à février 1939, il combat en Espagne dans les Brigades internationales. Dès le début de l'Occupation, il forme avec Louis Gronowski et Jacques Kaminski le premier triangle de direction nationale de la MOI. En octobre 1941, il est chargé par le PCF de diriger le TA (Travail anti-allemand) destiné à mener un travail de propagande et de renseignement au sein des troupes de la Wehrmacht en France. Il est arrêté le 12 août 1942. Condamné en mai 1943 à dix ans de travaux forcés, il est déporté au camp de concentration de Mauthausen dont il revient au printemps 1945. Il retourne en Tchécoslovaquie à la libération de la France.

En 1949, il est nommé vice-ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie. Il est arrêté en 1951. Il sera l'un des quatorze accusés du procès de Prague en 1952, à qui l'on arrachera des aveux de « conspiration contre l'État » qui se révéleront plus tard fabriqués. Onze condamnations à mort par pendaison, trois à perpétuité dont Arthur London, sont prononcées. Arthur London sera réhabilité en 1956.

Organigramme de la MOI

été 1943

DIRECTION NATIONALE DE LA MOI



L. Gronowski
Responsable national



A. London
Propagande dans
la Wehrmacht (TA)



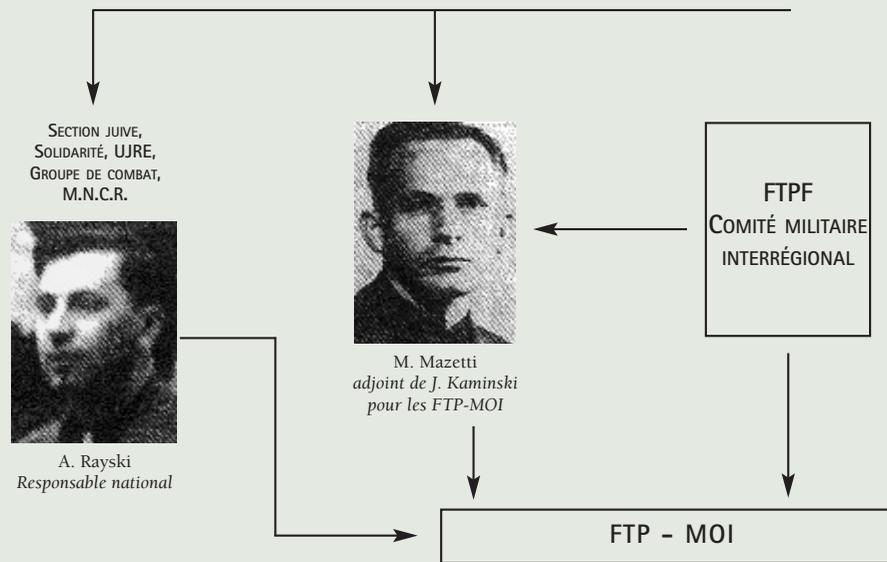
J. Kaminski
Responsable
organisation



G. Vasiliki
Remplaçant de London
après son arrestation



L. E. Kowalski
Responsable zone sud



En 1963, London quitte la Tchécoslovaquie et s'installe en France ; il y publie *Espagne...*, ouvrage consacré à la Guerre civile, ce qui est pour lui une façon de réhabiliter les anciens des Brigades internationales emprisonnés ou exécutés lors des procès de Prague, Budapest et Sofia, et en 1968, il publie *L'Aveu* duquel Costa Gavras réalisera le film du même nom en 1970.

Kaminski Jacques

(1907, Koblusk, actuellement Pologne - ?)

Il quitte l'école à 13 ans et devient coiffeur. Militant aux Jeunesses communistes, il doit s'exiler en France en 1930. Il participe aux activités de la section juive de la MOI dont il devient un des responsables à l'organisation. Membre du premier triangle de direction nationale de la MOI clandestine, il a la charge de la réorganisation et des liaisons avec les groupes juifs, bulgares et arméniens. Il contribue à la réparation clandestine du journal en yiddish *Notre voix* et à la constitution des FTP-MOI à partir des éléments de l'OS-MOI. Il échappe à tous les coups de filet des BS. Il retourne en Pologne après la libération de la France.

Vassiliki dit Victor Blajek

(?- ?)

Militant communiste roumain, il doit s'exiler après son évasion de la prison de Craiova. Il arrive en France en 1938 muni d'un passeport tchécoslovaque au nom de Victor Blajek. Il participe à la campagne de France dans une unité tchèque. Démobilisé en août 1940, il reprend le contact avec le PCF et la MOI. En août 1941 il succède à Arthur London au triangle de direction nationale de la MOI. Repéré par les BS en mars 1943, il est arrêté en avril ainsi que 21 autres combattants. Jugé et condamné par les Sections spéciales, il est interné à la Santé puis à la centrale d'Eysses (Lot-et-Garonne). Après l'échec de la tentative d'évasion collective des 1 200 résistants internés, avec ses camarades, il est déporté au camp de concentration de Dachau dont il revient au printemps 1945.

Kowalski Édouard dit Tcharny

(?- ?)

Militant communiste d'origine polonaise, il participe en 1935 avec maître Henri Levin, vice-président de la LICA (Ligue contre l'antisémitisme) à un projet de statut de l'émigré. Dès l'automne 1940, il est un des trois membres du triangle de direction nationale de la MOI, puis responsable des FTP-MOI en zone sud. En dépit de l'arrestation de Léa Krasucki (mère d'Henri Krasucki), son agent de liaison, il parvient à échapper à tous les coups de filet des BS. Il retourne en Pologne après la libération de la France.

Boico Cristina, née Marensohn Bianca

(1916, Botosani, actuellement Roumanie - 2002, Paris, France)

Issue d'une famille bourgeoise, elle étudie la médecine à Bucarest. Juive et militante communiste elle est exclue de la faculté en 1937. Elle doit s'exiler et vient poursuivre ses études à Paris. Dès les débuts de l'Occupation, elle participe aux premières manifestations de la Résistance : manifestation pour la libération du professeur Langevin (8 novembre 1940) et manifestation patriotique du 11 novembre 1940. Durant l'été 1941, elle rejoint les groupes de l'OS-MOI puis passe aux FTP-MOI où elle devient responsable du service de renseignements (repérages des objectifs et préparation des plans d'attaques et de replis). De plus, étudiant et travaillant dans un laboratoire de biologie de la Sorbonne, avec la complicité de professeurs tels Georges Tessier, elle alimente les FTP-MOI parisiens avec toutes sortes de produits explosifs. Elle échappe à tous les coups de filet des BS. Après avoir mis en sommeil un temps le service de renseignements, au début 1944 elle assume des responsabilités militaires au sein des FTP-MOI pour toute la zone nord. Elle participe aux combats de la libération avec le grade de lieutenant FFI. Après la libération de la France, elle retourne en Roumanie pour revenir définitivement vivre à Paris en 1987.

Mazetti Marino

(1909, région de Bologne, Italie - ?)

Très jeune il milite au Parti communiste italien. Arrêté en 1927, en 1928, il est condamné par les fascistes à de nombreuses années de prison. Il s'évade et devient le dirigeant des Jeunesses communistes clandestines de Bologne. Traqué à nouveau, il doit s'exiler en France en 1930. Là, il assume la responsabilité de secrétaire général des Jeunesses communistes italiennes et effectue de nombreuses missions clandestines en Italie. Lors de l'une d'elles, il est arrêté et assigné à résidence sur l'île d'Elbe dont il s'évade en 1936. De retour en France, il part combattre en Espagne dans les Brigades internationales. Il est interné au retour d'Espagne dans les camps d'Argelès-sur-Mer puis de Gurs dont il s'évade le 2 février 1941. Il participe alors à la réorganisation du Parti communiste italien clandestin en exil dans la zone sud de la France. En février 1942, il gagne Paris pour assurer la direction des groupes italiens de la MOI et participer à la création du 3^e détachement FTP-MOI (italien) en région parisienne. Il échappe à tous les coups de filet. Il retourne en Italie après la libération de la France.

Presse clandestine



L'une des premières actions de la MOI est l'édition d'une presse clandestine. Dès 1940, des publications sont créées, écrites par des Juifs immigrés en yiddish et en français, par des Italiens, des Polonais ou des Russes.

En 1941, une presse clandestine destinée aux soldats allemands connaîtra un développement rapide. Une véritable tour de Babel. Mais ceux qui la rédigent et diffusent tracts et journaux, sont marqués par la même volonté : le refus de se taire. L'acceptation du silence aurait signifié une soumission totale dont le prix à payer aurait été, évidemment, très élevé. La condition des Juifs, français et immigrés, en fournit l'exemple le plus éloquent. Avant de leur refuser le droit de vivre, c'est le droit de savoir, d'être informés, de communiquer qui leur est interdit. Mais, ce qui importait avant tout aux tenants de la persécution, c'était de leur cacher, par tous les moyens possibles, la réalité du plan d'extermination. D'où l'importance capitale et vitale d'une presse libre, donc clandestine, pour faire connaître aux victimes de la persécution, la vérité sur leur destin.

Les autres communautés proclament à travers la presse illégale leur attachement à la France, celle qui leur a offert le droit d'asile mais pas celle qui les rejetait, excluait et internait. L'hostilité que le pouvoir de Vichy vouait aux immigrés pouvait éveiller en eux des réactions de méfiance voire des ressentiments envers le peuple français tout entier. Or, jamais encore dans l'histoire du pays, la solidarité entre hommes de toutes origines n'a revêtu une importance aussi primordiale qu'à cette époque.

Les journaux de langue allemande étaient destinés aux soldats et officiers de la *Wehrmacht*. Le thème principal était que Hitler perdrait la guerre et entraînerait l'Allemagne dans une catastrophe dont elle ne se relèverait jamais. Un autre thème était l'appel répété à ne pas agir contre la Résistance. C'est la volonté qui animait ces hommes et ces femmes qui opposaient la liberté de l'esprit à la force brute. Une volonté qui sans doute, nous a permis dans cette guerre des mots d'avoir « le dernier mot ».

Texte d'Adam Rayski, extrait du catalogue de l'exposition *France des étrangers, France des libertés*, réalisée © Association Génériques

Reconquête de l'Espagne, journal clandestin de l'Union nationale des Espagnols, nov-décembre 1942. (Coll. MRN)

La Voix de la femme juive, journal clandestin de la section féminine de l'organe du Mouvement national juif de lutte contre le fascisme, août 1943. (Coll. MRN)

Solidarité, journal clandestin édité par le Comité polonais d'aide populaire, juillet 1942. (Coll. MRN)

Le Patriote russe, journal clandestin édité par l'Union patriotique russe en décembre 1943. (Coll. MRN).

Notre actualité, journal clandestin des communistes tchécoslovaques en France, 1944. (Coll. MRN)

Peuple, journal clandestin de l'organisation de résistance des Arméniens en France, février 1944. (Coll. BN)

La Voix du peuple, journal du Parti communiste allemand clandestin (front ouest), novembre 1942. (Coll. MRN)

Roumanie libre, journal clandestin du Front national roumain (de la résistance) en France, février 1944. (Coll. BnF)

Notre parole, un des nombreux journaux en yiddish édités par la section juive de la MOI. (Coll. MRN)

1943. Les actions de guérilla s'intensifient



Les FTP unifient au début de 1942, sous la direction de Charles Tillon, les différents groupes d'action initiés par le PCF (Organisation spéciale, bataillons de la jeunesse, groupes de combat de la MOI). Ils rassemblent dans les deux zones des « patriotes », de toutes origines, partisans de l'action immédiate dans une lutte de guérilla à la ville et à la campagne : l'exécution d'un officier allemand par « Fabien » à Paris (21 août 1941) marque le déclenchement de cette forme de résistance.

En région parisienne, en 1942, à partir des organisations de la MOI sont créés au sein des FTP des groupes FTP-MOI qui forment quatre détachements (roumain, juif, italien, « dérailliers »), deux équipes bulgare et espagnole, un service médical, un service de renseignement et en 1943, une équipe spéciale. Leur direction militaire est assurée à l'été 1943 par Missak Manouchian succédant à Boris Holban en liaison avec Joseph Epstein (FTP). Ces groupes réalisent un nombre impressionnant d'actions dont l'exécution le 28 septembre 1943 rue Pétrarque (16^e) du SS-*Standartenführer* Julius Ritter, responsable du STO en France. Les 23 sont issus de ces différentes unités.

D'autres groupes, créés par des anciens des Brigades internationales, agissent en France. À Lyon, au printemps 1942, naît le détachement « Carmagnole ». Suivront au printemps 1943 le détachement « Liberté » à Grenoble et le maquis « Chant du départ » dans la Drôme. À Marseille, à l'été 1942, se forment des groupes dans les Bouches-du-Rhône, le Var et les Alpes-Maritimes. Enfin, à Toulouse, en novembre 1942, la « 35^e brigade » voit le jour.

Liés au plan politique à ces groupements FTP-MOI, luttent aussi des résistants de toutes origines au sein du TA (Travail [anti]allemand), du Travail [anti]italien, du Comité central des prisonniers de guerre soviétiques en France et, plutôt en zone sud, dans les groupes de « guerilleros » espagnols ou les groupes de l'Union de la jeunesse juive.

Dès janvier 1943, les groupes des FTP-MOI, malgré des pertes sensibles tout au long de l'année précédente, marquent néanmoins un regain d'activité. Il est vrai que l'année qui commence voit la victoire de Stalingrad et un renforcement des opérations en Afrique du Nord, où l'on assiste à un retournement de la situation en faveur des troupes anglo-américaines, appuyées par les troupes françaises. La balance de la guerre semble définitivement pencher du côté des Alliés.

Moralement, tant l'état-major que les combattants des FTP-MOI se sentent liés aux grands fronts de la guerre. Le baromètre de leur moral oscille suivant les hauts et les bas de l'armée allemande.

C'est ce qui explique que 1943 sera l'année de l'apogée pour les FTP-MOI mais aussi celle de leur chute provoquée par la détermination de Berlin à en finir au plus vite.

Or, un facteur affectif intervient à la fin de l'année précédente, à savoir la prise de conscience que les déportés juifs – hommes, femmes, jeunes et vieux, nouveaux-nés compris – sont voués à l'extermination. Chez les jeunes garçons et filles qui ont échappé à la Grande Rafle du 16 juillet 1942 et à celle de la zone sud, s'éveille le besoin impératif de se battre les armes à la main. C'est la « génération de la colère ».

Manouchian l'Arménien et ses camarades se souviennent, eux, du génocide perpétré à l'instigation du gouvernement ottoman, qu'ils ont connu alors qu'ils étaient enfants. Un passé qui rejoint le présent en apportant un motif supplémentaire pour la lutte contre le racisme nazi.

Au cours des six premiers mois, les équipes de la MOI accomplissent quatre-vingt-douze attentats dans Paris qui se trouvait sous haute surveillance. Trente-deux actions sont à mettre sur le compte du 2^e détachement juif sous la direction de Meier List et trente et un sont à attribuer au 3^e détachement qui, augmenté par des éléments du détachement juif, démantelé en été, deviendra l'équipe spécialisée qui comptera des éléments particulièrement déterminés,

tels Marcel Rayman, Léo Kneler (réfugié allemand), Spartaco Fontano et Raymond Kojitsld.

Le 23 avril, lancer de grenades contre un hôtel près du métro Havre-Caumartin (9^e).
Le 26 mai, attaque d'un restaurant réservé aux officiers à la porte d'Asnières (17^e).
Le 27 mai, attaque à la grenade d'une section allemande traversant à 7 heures du matin la rue de Courcelles (17^e). Le 3 juin, rue Mirabeau (16^e), attaque à la grenade d'un car transportant des soldats officiers de la *Kriegsmarine*.

Une opération contre un haut fonctionnaire (sa voiture portant le fanion distinctif) est engagée le 28 juillet à l'angle de la rue Nicolo et de l'avenue Paul Doumer (16^e). Le général et son aide de camp sont déchiquetés.

En juillet-août-septembre, on enregistre une recrudescence des déraillements sur les lignes de chemin de fer partant de la gare de l'Est vers l'Allemagne. Une équipe spécialisée, qui compte entre autres, Léo Goldberg, Willy Shapiro, Wajsbrot, Amedeo Usseglio, en est chargée. Bien qu'aucun attentat n'ait visé des trains de voyageurs, les journaux collaborationnistes ne cessent de parler des victimes civiles. Au total, entre le 10 juillet et le 23 octobre, cette équipe a effectué douze importants déraillements, principalement dans le secteur de Paris-Troyes et Paris-Reims.

Le 28 septembre, l'équipe réussit l'attentat de la rue Pétrarque contre Julius Ritter.

L'attentat contre Julius Ritter : une gifle pour Berlin

Communiqué des FTP-MOI : « Le 28 septembre 1943, à 9 heures du matin, dans la rue Pétrarque à Paris, trois partisans armés de pistolets ont abattu dans sa voiture le Dr Ritter, représentant en France de Fritz Sauckel, commissaire à la main d'œuvre, chargé de la déportation en Allemagne des travailleurs des pays occupés ». L'opération s'est déroulée sous l'autorité de Manouchian. Alfonso tire le premier ; les balles sont amorties par les vitres de la voiture mais l'homme est gravement blessé ; il tente de sortir du véhicule par la porte opposée et se trouve nez à nez avec Rayman qui l'achève de trois balles.

Le SS Heydrich à Bousquet : « Il vous faut une police militante »



L'appareil de répression

La stratégie allemande, énoncée dès le début de la lutte armée par l'ambassadeur du *Reich* en France, Otto Abetz, est de dénoncer la Résistance à l'Occupant comme l'œuvre des étrangers. Cette idée deviendra le leitmotiv de la propagande nazie et de Vichy. Elle contient déjà en germe l'esprit de l'Affiche rouge.

À Paris, le 5 mai 1942, Heydrich, chef du *SD* (service de renseignement de la *SS*) rencontre Bousquet, secrétaire général de la Police française. Il lui fait part du « désir » de Berlin de mettre en place une étroite coopération policière, dans la lutte contre les ennemis communs (en première ligne le « terrorisme » et les Juifs).

Heydrich trouve l'organisation de la police française défectueuse alors qu'elle devrait être une « police militante » née d'un parti politique, dévouée à la politique de collaboration*.

Cette collaboration totale des polices allemandes et françaises est scellée au plus haut niveau le 8 août 1942 par l'accord conclu entre René Bousquet et Karl Oberg, chef supérieur de la *SS* et de la police allemande en France. L'État pétainiste accèdera aux demandes du responsable *SS* en nommant Joseph Darnand, chef de la Milice, secrétaire général au Maintien de l'ordre, le 30 décembre 1943.

* Heydrich sera assassiné à Prague le 27 mai 1942 par des agents du SOE venus de Londres



Bousquet (en civil)
en compagnie d'Oberg,
chef du Sicherheitsdienst,
et de son adjoint Hagen.
©Photo CDJC

Note de Monsieur le Général Oberg (extrait).

Les Services dépendant du Commandant Supérieur des SS et du Chef de la Police dans les Territoires Occupés, à savoir : le Commandant de la Police de Sûreté et du Service de Sécurité, et le Commandant de la Police de l'Ordre, ont pour mission de garantir au Reich la conduite de la guerre, notamment d'assurer la sécurité des Troupes d'occupation, de combattre et de prévenir toutes les attaques dirigées contre le Reich Allemand, dans la lutte actuelle pour la libération de l'Europe.

La Police française apportera son appui aux Services dépendant du Commandant Supérieur des SS et de la Police, dans le cadre de la mission sus-indiquée, dans la lutte contre les communistes, terroristes et les saboteurs, en mettant en œuvre tous les moyens à sa disposition.

C'est pourquoi, elle apportera son appui aux Services dépendants du Commandant Supérieur des SS et du Chef de la Police non seulement en lui communiquant tous renseignements utiles, mais par toute autre coopération dans la répression de tous ces ennemis du Reich, et également en livrant ce combat elle-même, sous sa propre responsabilité.

La Police française, et les Services dépendant du Commandant Supérieur des SS et du Chef de la Police, collaboreront également au maintien de l'ordre et de la sécurité publique dans les Territoires occupés, auxquels ils sont également intéressés.

Les Brigades spéciales, « fer de lance » de la police française



Les Brigades spéciales (BS) sont créées en mars 1940 au sein de la 1^{ère} section des RG pour lutter contre le communisme. Elles retrouvent pleinement du service à l'été 1941 avec la nomination à leur tête du commissaire Fernand David. Rapidement, leurs effectifs augmentent et, pour accroître leur efficacité, elles sont dédoublées en BS1, dirigée par Fernand David pour la traque des « politiques » et en BS2, dirigée par Jean Hennocque pour la répression des « terroristes ». Ce sont les BS2 (plus de 100 enquêteurs en 1944), plus particulièrement le 5^e groupe commandé par Gaston Barrachin, qui ont la responsabilité de la répression des militants et combattants de la MOI. Dans cette traque, ces policiers bénéficient de l'active collaboration des autres sections des RG, des brigades d'intervention de la police municipale et des BS de banlieue telles celles du commissariat de Puteaux. BS1 et BS2 seront le fleuron de la collaboration policière totale scellée au plus haut niveau en août 1942 par René Bousquet, secrétaire général de la police de Vichy, et Karl Oberg, chef supérieur de la SS et de la police allemande en France.

Filatures et torture : deux spécialités des BS

La filature – le summum de la science policière – était maîtrisée d'une façon parfaite par les inspecteurs des Brigades spéciales. Le plus important était l'art du « portrait parlé », mémoriser en quelques instants le portrait du « filé » jusqu'au plus petit détail vestimentaire, par exemple la couleur des chaussures, voire des chaussettes...

Les inspecteurs chargés d'une surveillance – expliquera l'inspecteur Lavoignat dans son mémoire et dans un texte intitulé *Ma façon de travailler* présentés pour sa défense à la Libération – *marchaient à deux et devaient présenter, environ tous les deux jours, des rapports journaliers. Ils étaient tenus de téléphoner quotidiennement au chef de groupe chargé de l'affaire pour rendre compte de leur travail et*

recevoir les ordres qui pouvaient leur être transmis [...]. Lorsque quelques personnes étaient connues, deux équipes étaient alors mises sur l'affaire. Il arrivait qu'il y ait trois équipes sur la même affaire. L'objectif prioritaire était l'identification de la personne filée. Puis il importait de la « loger », c'est-à-dire de repérer sa planque.

Quand il s'agissait de surveiller un lieu fixe où le camouflage était difficile, ils utilisaient des camionnettes ou des camions bâchés. La filature elle-même s'effectuait par équipes dont les membres étaient échelonnés tous les cinquante mètres, de part et d'autre du trottoir. Les policiers pouvaient être camouflés en ouvriers, en employés des PTT ou de la STCRP (Société des transports en commun de la région parisienne), ou bien en clochards. Des résistants ont même signalé qu'ils avaient été suivis par des individus portant l'étoile jaune [...]. Une filature pouvait durer des mois et elle le devait si elle voulait être efficace.

Pour les résistants, la filature s'avérait être une redoutable arme psychologique au service de la police. Ils se sentaient traqués mais il suffisait que la surveillance se relâchât pour qu'ils se mettent à douter de leurs impressions de la veille. Une psychose, une sorte de fièvre s'installaient dans les rangs, on voyait un policier dans chaque personne de la rue ou du métro, tandis que les vrais passaient inaperçus. Les états d'âme des résistants traqués alternaient entre deux pôles extrêmes : l'angoisse et le calme absolu. Cet état se trouvait renforcé par la volonté de ne pas abandonner le combat.

Une fois arrêté, le résistant était transféré dans les locaux des BS, au deuxième étage de la préfecture, salle 35. Les méthodes d'interrogatoire des BS étaient particulièrement brutales. Un policier résistant, Angelot, le confirme : *Au sein des brigades spéciales, il s'est passé des faits atroces : matraquages à l'aide des poings, des pieds, de nerfs de bœufs. On retrouvait les résistants menottes aux mains, jambes enchaînées, pouvant à peine se traîner, un vrai cauchemar.*

Première filature : L'organisation de la jeunesse juive



Au cours de l'année 1942, des arrestations isolées sont effectuées dans les rangs des organisations italiennes, yougoslaves, juives et roumaines. Des prises qui n'ont pas eu pour effet de les affaiblir. En revanche, la somme de renseignements réunis par les enquêteurs, ou arrachés sous la torture, était à tel point appréciable que, dès janvier 1943, les Brigades lancent la première filature. La cible : l'organisation politique de la jeunesse juive qui comptait, à ce moment-là, près de deux cents membres dans Paris et sa banlieue.

La journée du 18 février s'avère décisive pour l'issue de la filature. Les policiers suivent, à partir d'un rendez-vous entre deux résistants qu'ils ne mentionnent pas, un jeune que, dans l'ignorance de son état civil, ils ont surnommé Bertrand. Ils le décrivent ainsi : *Vingt-deux ans, 1,70 m, mince, nez long, visage type sémite, cheveux châtain clair rejetés en arrière, retombant sur le côté. Pardessus bleu marine à martingale, pantalon noir, souliers jaunes, chaussettes grises. Il est suivi toute la journée. Il est rejoint – note le rapport – à 15 h 50 par un individu déjà remarqué que nous appellerons Lucien.* Puis, Bertrand rencontre une jeune fille qu'ils surnomment Martine. Ils en font le portrait suivant : *Vingt ans, 1,60 m, corpulence moyenne, cheveux châtain moyen, relevés sur le devant et retombant sur la nuque. Nez légèrement retroussé, teint mat, non fardée, vêtue d'un manteau beige avec fronces dans le dos, bas blancs ; elle porte un sac à provisions gris et un sac à main noir. Elle est accompagnée d'une fillette.* Bertrand n'est autre qu'Henri Krasucki, responsable de l'organisation des jeunes.

Le rapport journalier se termine par cette note : *Le couple se promène puis se sépare. Bertrand entre au 18 rue Meslay (3^e). Après un certain temps, ne le voyant pas ressortir, nous concluons qu'ils demeurent à cette adresse.* En réalité, ils ont perdu de vue Bertrand, ignorant qu'il y avait une sortie sur le boulevard Saint-Martin. Ils le retrouveront quelques jours plus tard à un autre rendez-vous.

« Martine », repérée en sa compagnie, a pour nom Paulette Sliwka et n'est autre que la compagne d'Henri, mais aussi la responsable aux sympathisants dans les groupes de jeunes. La fillette qui l'accompagne est Lilli Krasucki, la petite sœur d'Henri. La femme qui part avec la fillette est sa mère, Léa Krasucki, agent de liaison d'un dirigeant de la MOI. La police est sur la trace de cadres.

Les choses sérieuses reprennent le 21 février. La police retrouve la trace de Bertrand (Krasucki) devant le musée des Colonies, porte Dorée, et réussit à le suivre jusqu'à sa planque, 8 rue Stanislas-Meunier (20^e arrondissement), d'où il ressort bientôt accompagné de Martine (Paulette). La BS connaît donc, dès ce jour-là, la planque de deux des principaux responsables des groupes de jeunes de la section juive. Elle vient de marquer un point important : si elle ignore encore les fonctions réelles d'Henri et de Paulette, elle sait où les retrouver à tout moment. Ils sont « logés ».

Voici un autre « moment » de cette filature tel que le relate le rapport du 15 mars : *Le Rouquin et Foulard prennent le métro à 15 heures 50 à la station Réaumur-Sébastopol et descendent à Odéon. Rue de l'École-de-Médecine, devant la faculté, ils rencontrent deux hommes et une femme. L'un de ces individus, que nous appellerons Faculté, répond au signalement suivant : Dix-neuf ans, corpulence trapue, visage rond, cheveux châtain foncé, frisés et abondants, chandail bleu marine à col roulé, pardessus bleu à martingale, souliers noirs, porte une serviette sous le bras. L'autre, que nous appellerons Rapide, répond au signalement suivant. [...] La femme ayant été prise en filature par d'autres collègues, nous ne donnons pas son signalement. Le Rouquin, Rapide, Faculté, Foulard et la femme conversent ensemble à l'angle de la rue de l'École-de-Médecine et du boulevard Saint-Germain jusqu'à 16 heures 30. Puis ils se dirigent par la rue Mazarine jusqu'au quai Malaquais, se divisent en deux groupes marchant à quelques mètres l'un de l'autre, le dernier groupe se retournant fréquemment pour voir s'il n'y a rien de suspect. La surveillance est abandonnée vu le peu de passants circulant dans ces rues et la méfiance des individus suivis.*

Cette description de deux groupes en marche indique qu'ils sont en train de préparer une action, avec un groupe d'attaque et un groupe de défense « qui se



Groupe de jeunes en 1939, tous membres du YASK (club sportif juif). Liés par l'amitié et la fraternité ils se sont joints, dès 1941, à la Résistance. Ainsi on trouve, entre autres, Rita Kurchand, arrêtée avec sa mère ; Sevek Kurchand, frère de Rita ; Thomas Fogel, Roger Trugnan ; Jeanne Pakin. La plupart ont été arrêtés le 18 mars 1943.
© Collection particulière

Une des victimes de la 1^{ère} filature : Henri Krasucki

Né en Pologne dans une famille juive émigrée en France, Henri Krasucki est un jeune militant de la MOI. Il est arrêté en mars 1943 au terme de la 1^{ère} filature et déporté à Auschwitz et Buchenwald. Rescapé des camps de la mort, il deviendra l'un des principaux dirigeants du PCF et de la CGT et en sera de 1982 à 1992 le secrétaire général. Son ami Roger Trugnan qui a combattu à ses côtés témoigne :

Mes premiers souvenirs d'Henri Krasucki, notre première rencontre remontent à notre participation à une colonie de vacances dont l'organisation était, me semble-t-il, confiée à la Belvilloise. C'était à l'île de Ré vers 1930. Nous étions dans la division « Commune de Paris ».

Nos parents se sont connus dans les organisations progressistes juives et dans le parti communiste. Henri habitait le 20^e et moi le 11^e. Nous étions souvent, avec nos parents, dans les goguettes de cellules, aux fêtes de l'Huma. Nous portions le foulard rouge des pionniers et diffusions notre journal « Mon Camarade » [...].

Dès la fin du premier automne de l'Occupation, celui de 1940, la Résistance s'affichait. Nous appelions à multiplier les actions. Ce qui signifiait, par exemple, distribuer des tracts, prendre la parole dans les cinémas au moment où passent les actualités, couper des câbles de la Wehrmacht dans les forêts de l'Île-de-France, incendier des poteaux indicateurs destinés à l'armée. Et puis, en 1942, sont venus s'ajouter deux tâches importantes, à savoir le recrutement pour les « Bataillons de jeunesse » et les FTP-MOI [...].

Le 23 mars 1943, au petit matin, les Brigades spéciales de la préfecture procèdent aux arrestations. En arrivant à la préfecture on découvre l'ampleur de la catastrophe, toutes les places sur les bancs qui entourent la salle, où nous resterons quelques jours, sont occupées.

C'est dans cette salle qu'on viendra nous chercher pour des interrogatoires musclés. Henri sera particulièrement servi.

D'autant que Léa, sa mère, agent de liaison de la Résistance, a été arrêtée le même

jour. Il note à ce propos dans son témoignage : « Je laisse à penser le parti que les sbires des Brigades spéciales ont essayé de tirer quand ils se sont aperçus qu'ils avaient le fils et la mère. Elle fut admirable... »

A l'issue de cette période d'interrogatoires, Henri fut envoyé en prison à Fresnes puis au camp de Drancy [...]. Le lendemain ce fut le grand départ. Non sans que se déroule dans le camp même et devant des gendarmes sidérés, une manifestation ponctuée par La Marseillaise, reprise par tous les détenus [...].

Le 18 janvier 1945, alors que tonne, au loin, l'artillerie soviétique, le camp [d'Auschwitz] est évacué à Buchenwald. Voyage meurtrier de trois jours, à pied et en wagons découverts sous la neige au cours duquel plus de la moitié des déportés périrent [...].

J'aimerais terminer cet hommage, qui ne porta que sur la période de résistance et de déportation [...] en saluant une autre dimension exceptionnelle de la personnalité d'Henri, sa passion pour la musique,

La scène se passe le soir de Noël en 1943. Nous sommes au fin fond de la Haute Silésie, une dizaine de jeunes Français ont décidé de manger leur gamelle de soupe ensemble et d'organiser de manière impromptue une « soirée culturelle ».

Après une causerie sur Molière et son œuvre que je fis, Henri nous propose d'entendre un morceau de musique. Il s'y met immédiatement et nous siffle l'allégretto de la 7^e symphonie de Beethoven, de la première à la dernière note. Il pouvait le faire pour n'importe lequel des mouvements des neuf symphonies de ce compositeur. La soirée se termina par une Marseillaise murmurée...

Ce que je retiens [de notre vécu à Auschwitz], c'est qu'un si grand nombre de ces jeunes résistants que rien n'avait préparé à affronter de semblables épreuves aient su, finalement, chacun à sa façon, préserver une dignité et ne pas sombrer dans la sauvagerie et la dégradation morale, puisant en eux-mêmes des ressources qu'ils ne soupçonnaient sans doute pas [...].

Henri Krasucki

(1924, Wolomin, Pologne - 2003, Paris)

Ajusteur. Membre des « Pionniers » dans son enfance, il devient au début de l'Occupation un des responsables de l'Union des jeunes juifs (jeunes communistes) en région parisienne. Arrêté le 23 mars 1943, il est déporté le 23 juin 1943 à Auschwitz, puis transféré à Buchenwald en janvier 1945. Rescapé, il rentre à Paris fin avril 1945. Ouvrier métallurgiste, il devient un des dirigeants nationaux du PCF et de la CGT.

Ses parents, résistants, sont déportés à Auschwitz. Sa mère Léa reviendra alors que son père meurt au camp en février 1943. Son frère est tué au combat en mars 1943.

Roger Trugnan

(Paris, 1923)

Issu d'une famille juive émigrée de l'actuelle Moldavie. Son père est ouvrier ébéniste dans le faubourg Saint-Antoine. Il milite comme ses parents au sein de la section juive de la MOI. Dès le début de l'Occupation, il est le responsable des jeunes juifs du 11^e arrondissement (environ soixante jeunes organisés par groupe de trois). Les rendez-vous ont lieu square Saint-Bernard et surtout en « camping » dans la forêt de Chantilly. Ils organisent de multiples actions de propagandes et de sabotages. Arrêté dans le coup de filet des 21-24 mars 1943, Roger Trugnan est interné à Drancy puis le 23 juin 1943 déporté à Auschwitz avec Sam Radzinski et Henri Krasucki. Sélectionnés pour le travail et rescapés de la marche de la mort en janvier 1945 vers Buchenwald, il participe avec ses camarades à l'action libératrice du camp. Avec Sam et Henri, il fait partie des six rescapés de ce convoi. Roger Trugnan est de retour à Paris fin avril 1945. Ses parents et sa sœur, résistants, arrêtés par la Gestapo ont été déportés à Auschwitz où ils meurent.



Henri, 16 ans, et sa mère Léa également déportée à Auschwitz, d'où ils reviendront.
© Collection particulière

Henri Krasucki.
© Monique Manceau/IHS-CGT



Roger Trugnan, mars 1943.
© Collection particulière

Deuxième filature : l'assaut contre la branche politique de la MOI



La deuxième filature, qui commence le 22 avril 1943, va conduire à l'arrestation de la plupart des membres du 2^e détachement de la MOI. Appelé aussi 2^e détachement juif, il est entré en action dès le mois de mai 1942 et connaîtra un important développement, tant au niveau des effectifs que des actions, après la rafle du Vel' d'Hiv', le 16 juillet 1942. Son fondateur est Sevek Kirschenbaum, originaire de Pologne, ancien d'Espagne, qui est arrêté dès l'automne 1942, il ne reviendra pas de déportation.

L'objectif de la police française est de décapiter toute la branche juive de la MOI dans ses différentes organisations : Solidarité, Union des femmes juives, Union des sociétés juives, Mouvement national contre le racisme, 2^e détachement juif et Direction centrale de la MOI.

La deuxième filature commence par celle de « Maroc », à partir de son domicile clandestin, 8 impasse du Maroc dans le 19^e. « Maroc », affirment les policiers, leur avait échappé au cours d'une précédente filature. En vérité, et cela se confirmera plus d'une fois, « Maroc » devait faire partie du nombre de ceux laissés, au cours des précédentes arrestations, « en réserve » pour servir de point de départ à de nouvelles opérations.

Au deuxième jour de la filature, « Maroc », identifié par la suite comme Lipcer Ephraïm, se rend, en métro et à pied, boulevard Henri-IV où, à 11 h 45, il rencontre un individu appelé par les policiers « Henri » :

Un homme de trente deux ans environ, 1,60 m, corpulence moyenne, teint clair, visage juif, cheveux bruns, coiffé d'un chapeau marron clair à bords larges, légèrement relevé sur le derrière, pardessus gris-beige à martingale avec des raies longitudinales marron, pantalon gris, souliers noirs, genre élégant.

L'individu en question ne sera plus dénommé « Henri » mais sera identifié plus tard par son vrai nom, Rayski, responsable de l'organisation juive de la MOI. Lipcer, pour sa part, assurait la liaison avec le service technique.

L'adjoint de Rayski, Idel Korman (Barszczewski), est pris en filature, une dizaine de jours plus tard, à partir d'un rendez-vous qu'il avait avec son agent de liaison à la porte d'Orléans (14^e). Il sera appelé « Orléans » avant d'être identifié. Les policiers connaîtront l'une de ses planques, square du Tarn (porte de Champerret 17^e).

L'après-midi du 27 mai risquait d'être fatale pour la direction nationale des organisations juives qui tenaient réunion rue Médéric (anciennement A. Guyot) dans le 17^e arrondissement. Le rapport des policiers dit : *Barszczewski quitte le square du Tarn et se rend à 13 h 30 rue (illisible) où, à 13 h 45, il rencontre Rayski. Ils se séparent à 14 h. Barszczewski se rend dans un café situé à proximité. Rayski rejoint un homme et une femme qui l'attendaient. Nous les appellerons « Basané » et « Angèle ». Signalement de « Basané » : 45 ans environ, 1,75 m, porte des lunettes, visage allongé, pantalon noir rayé gris, gabardine beige, souliers noirs, chapeau mou gris très clair, type étranger. [Cet homme est Jacques Rawine, responsable de la zone sud, « monté » à Paris pour une réunion de la direction. « Angèle » est Techka Tenenbaum, membre de la direction et chargée, pour la circonstance, de l'accueil du « Basané ». Tous deux ne sont pas encore, à ce jour, identifiés par la police - NDLR]. Rayski les quitte à 14 h 10, se rend au café où se trouve Barszczewski d'où il sort à 14 h 30 pour aller au 32 rue Guyot. Barszczewski sort à son tour du café en compagnie d'un individu que nous appellerons « Prony ». Signalement : 38 à 40 ans, 1,70 m, visage allongé, teint bronzé, rasé, cheveux châtain, chapeau mou bleu marine, complet bleu, souliers noirs.*

L'homme en question est Édouard Kowalski (Tcharny) qui fait partie de la direction de la MOI – NDLR. Tous deux – relatent les policiers – se rendent rue Guyot au numéro 32. À 15 h arrivent « Basané » et « Angèle » qui pénètrent à la même adresse.

Les policiers restent en faction et attendent la fin de la réunion. Pourquoi ? On peut échafauder de nombreuses hypothèses. Nous n'en retiendrons que deux paraissant les plus plausibles. La première est que la police ne savait pas précisément qu'elle avait affaire à un groupe de responsables, elle ignorait donc l'importance de cette prise.

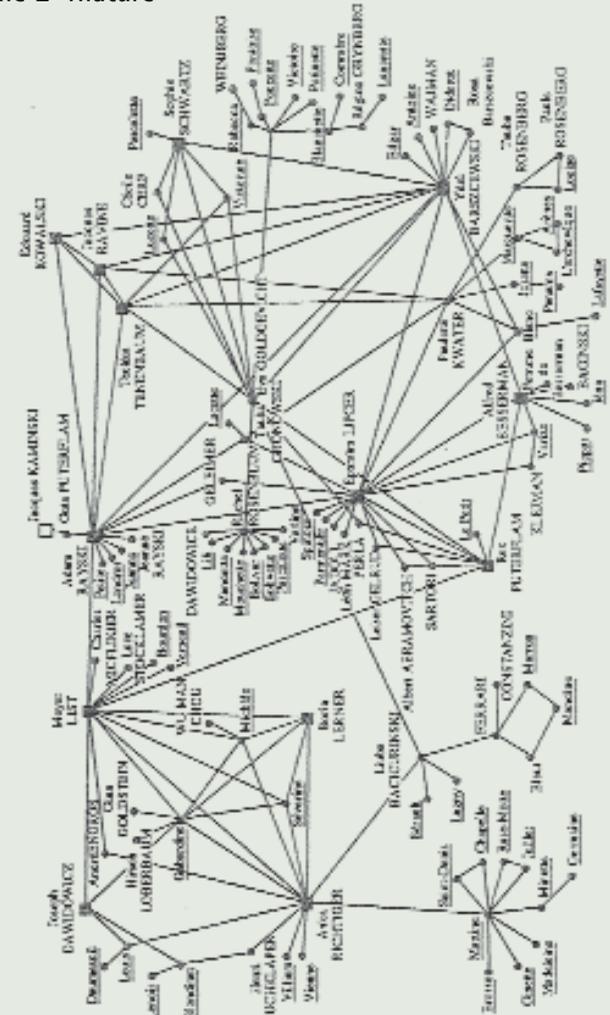
La deuxième, c'est l'hypothèse inverse : les policiers ayant téléphoné à la Brigade (ils avaient pour consigne de signaler à leurs chefs tout ce qui leur paraissait inaccoutumé au cours d'une filature), ils reçurent l'ordre de « laisser faire ». Ces arrestations auraient, évidemment, précipité la fin de la filature.

Vers 19 h, la réunion terminée, les participants se dispersent par petits groupes. Barszczewski, qui sort le premier, se rend – note le rapport – square du Tarn (17^e). « Basané » et « Angèle » prennent le métro à la station Ternes, descendent à Victor Hugo pour pénétrer au numéro 11 de la rue des Sablons (Villa Michel-Ange 16^e). Quant à « Rayski » et à « Prony » (Edouard Kowalski) ils se rendent au restaurant « Les Baléares », rue Montmartre (2^e), à 20 h 05, ils en sortent à 20 h 50 et se rendent au métro Montmartre ; nous les perdons de vue.

Cette importante filature est entrée dans sa phase finale fin juin, après que la police fut sur les traces du 2^e détachement juif dont son chef, Meier List. Sur plus de cent cinquante militants filés, soixante et onze seront arrêtés. Tous seront déportés, sauf les combattants du 2^e détachement qui seront remis par la police française aux Allemands.

Extrait du rapport de synthèse du 14 juillet 1943, établi à l'issue de la filature qui aboutit au démantèlement du 2^e détachement et d'une partie de la section juive (AN, Z6 82/1260). Cité dans Stéphane Courtois, Denis Peschanski, Adam Rayski, *Le sang de l'étranger*, Fayard, 1989, p. 279 et suivantes.

Organigramme 2^e filature



© A. Rayski d'après l'original manuscrit conservé aux Archives de la Préfecture de Police

Une des victimes de la 2^e filature : Meier List

List Meyer ou Meier

(1907, Malkinia, actuellement Pologne – 2 octobre 1943, Mont-Valérien, Suresnes, Seine)

Très jeune, comme ses quatre frères, il milite dans les organisations ouvrières polonaises. Toute sa famille émigre en Argentine pour trouver du travail. Son frère aîné, Jacob, est tué en 1931, au cours d'un affrontement avec la police lors d'une grève qu'il dirigeait. Meyer List, adhérent du Parti communiste argentin, est recherché par la police. Il se réfugie en Uruguay, puis revient en Argentine où, arrêté, il fait la grève de la faim. Expulsé vers la Pologne à l'été 1936, il s'évade lors de l'escale de Vigo (Espagne) et rejoint les Brigades internationales. Il entre en France clandestinement au printemps 1939 et réussit à gagner Paris avant la déclaration de guerre. À l'automne 1941, malgré son état de santé (tuberculose), il rejoint l'Organisation spéciale-MOI puis, en 1942, le 2^e détachement des FTP-MOI dont il est le responsable militaire. Arrêté le 29 juin 1943, il est condamné à mort le 20 septembre par un tribunal militaire allemand et fusillé le 2 octobre.



© MRN-Champigny

Troisième filature : un succès pour les B.S. mais...



La troisième filature, ayant abouti aux arrestations massives qui décimèrent les FTP-MOI parisiens à l'automne 1943, a duré environ cent jours. Entamée le 26 juillet, elle a pris fin le 16 novembre. Voici quelques extraits du rapport de synthèse de la Brigade spéciale du commissaire David qui relatent le premier et le dernier jour de la filature :

Au cours d'une précédente affaire, un militant identifié comme étant Rayman Marcel, né le 1^{er} mai 1923 à Varsovie (Pologne), n'ayant pu être appréhendé en raison de sa très grande méfiance, avait été perdu de vue. L'ayant rencontré fortuitement au cours de nos surveillances journalières, selon les instructions reçues, nous l'avons pris en filature. Celles-ci nous ont amené à identifier un certain nombre d'étrangers dont l'activité en faveur de la « MOI » ne faisait aucun doute [...].

Le 21 octobre, nous prenons en filature un commando de déraillieurs à la gare de l'Est, d'où ils partent en opération : Goldberg, Fingerweig, Martiniuk (Jonas Geduldig), Elek, prennent le train de 11 h 45 pour Troyes par équipes de deux, Boczor paraît surveiller l'opération, Wajsbrot et Stanzani ne prennent pas le train de 11 h 45. Nous arrivons à Troyes à 14 h 45. Tous descendent et sortent de la gare par équipes de deux. Martiniuk, Goldberg et Elek se rejoignent devant la brasserie du Lion de Belfort, où ils pénètrent. Fingerweig se rend dans une rue voisine où il est rejoint par Goldberg qui le quitte aussitôt pour rejoindre ses compagnons au Lion de Belfort où ils déjeunent. À 15 h 20, Fingerweig rejoint les autres à la brasserie. A 16 h 20, ils sortent tous et prennent la route de Dijon, marchant par équipes de deux, séparées d'une centaine de mètres. Ils traversent Saint-Julien-les-Villas et passent la Seine, Goldberg prenant la direction de la troupe. A 18 h 15, nous les perdons de vue à la sortie de Saint-Julien-les-Villas [...].

Nul doute que les policiers se rendent bien compte que l'équipe se dirige vers le lieu de l'opération mais ils n'envisagent pas d'en empêcher sa réalisation, ce qui

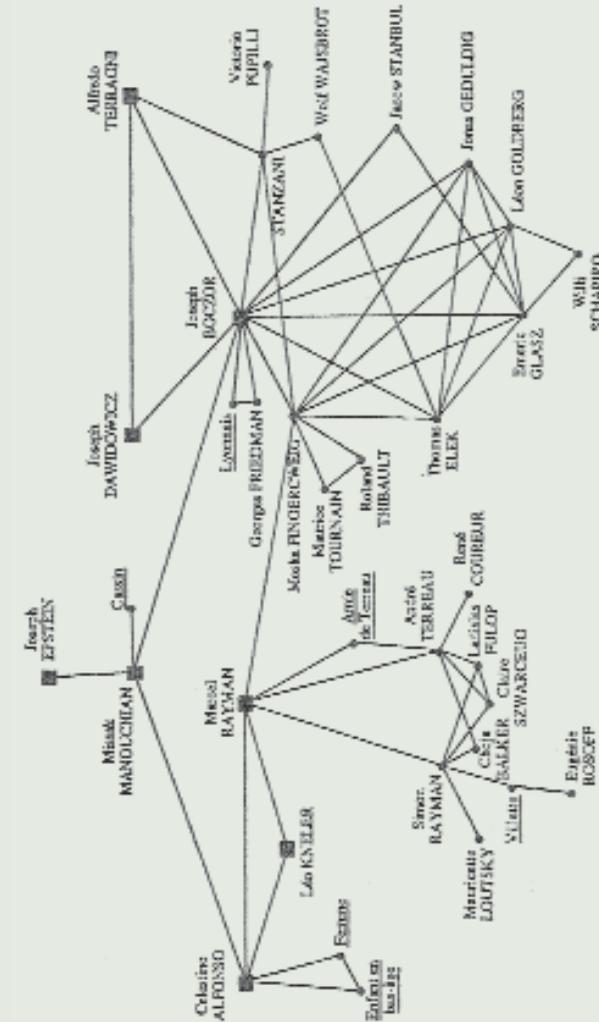
aurait conduit à son arrestation et aurait inévitablement mis fin à l'ensemble de la filature. Rien d'étonnant à ce que l'équipe soit « retrouvée » le lendemain à 6 heures du matin, et les policiers notent : Nous apprenons qu'un attentat a eu lieu la nuit à Chaumont.

Le 16 novembre au matin, un vaste coup de filet est lancé. Les premiers à tomber sont Manouchian et Epstein, dont la police savait déjà qu'ils devaient se rencontrer comme chaque mardi, ce qui explique le choix de la date. Le commissaire Barrachin en personne est sur le terrain avec quatre inspecteurs. Ils suivent Manouchian qui prend le train à la gare de Lyon et descend à Évry-Petit-Bourg. À la sortie de la gare, Manouchian aperçoit Epstein qui se met à marcher en direction de la Seine. Il le suit à une cinquantaine de mètres. Après avoir traversé une passerelle sur la Seine, Epstein, qui s'est déjà retourné à plusieurs reprises, convaincu d'être filé, descend sur la berge, très grasse et détrempée, et accélère le pas. Manouchian, qui s'est également aperçu de la filature, hésite, puis continue sa route. Poursuivi par deux inspecteurs et Barrachin, échelonnés tous les 80 mètres environ, Epstein conserve son avance et arrive dans une allée au sol plus dur. Se retournant, il aperçoit les policiers et se met à courir. L'inspecteur Chouffot tire à plusieurs reprises avant de le neutraliser.

Rejoint par les trois policiers, Epstein leur oppose une forte résistance. Finalement, menotté dans le dos, il tente à nouveau de s'échapper mais sans succès. De son côté, Manouchian est rattrapé par deux inspecteurs. Il tient dans la poche droite de son manteau un 6.35 chargé et décide de se rendre à la deuxième sommation.

Au total, la 3^e filature conduit à l'arrestation de 68 militants pour l'essentiel de la MOI.

Organigramme 3^e filature



© A. Rayski d'après l'original manuscrit conservé aux Archives de la Préfecture de Police

Procès et exécution



Les 68 personnes arrêtées au terme de la 3^e filature sont remises par les policiers français aux autorités d'occupation.

45 d'entre elles sont déportées en Allemagne. Pour les autres, les Allemands décident d'organiser un procès. Celui-ci se tient le 19 février 1944 devant une cour martiale. 22 victimes de la 3^e filature y sont déférées ainsi que Stanislas Koubacki, résistant parisien arrêté en décembre 1942.

Tous sont condamnés à mort. Sur les 23 condamnés, 22 sont immédiatement fusillés au Mont-Valérien le 21 février 1944. Seule femme condamnée, Olga Bancic est pour sa part envoyée en Allemagne. Emprisonnée à Stuttgart, elle est décapitée le 10 mai 1944.

N°	Nom, Prénoms	Procès du 19/2/44		Verdict
		Accusé	Président	
98	Felice, Giovanni	19/2	19/2	21/2/44
99	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44
100	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44
101	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44
102	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44
103	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44
104	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44
105	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44
106	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44
107	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44
108	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44
109	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44
110	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44
111	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44
112	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44
113	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44
114	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44
115	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44
116	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44
117	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44
118	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44
119	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44
120	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44
121	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44
122	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44
123	Albanese, Antonio	19/2	19/2	21/2/44

Verdict du procès des 23.
© Bundesarchiv - Militärarchiv, Freiburg in Breisgau

Dernières lettres des fusillés

Avant d'être fusillés, certains militants de la MOI ont pu écrire un petit mot à leur famille ou à leurs amis. En voici quelques extraits :

Celestino Alfonso
Je voudrais que mon fils ait une belle instruction.

Georges Cloarec
Il n'est rien de plus beau que de mourir pour la France.

Rino Delle Negra
Je n'ai jamais manqué de rien et vous avez toujours été pour moi le Paradis, c'est pourquoi j'ai sacrifié ma vie (...) j'embrasse tout Argenteuil du commencement à la fin (...) envoie le bonjour et l'adieu à tout le Red Star.

Thomas Elek
Vous ne devez pas vous attrister mais être gais au contraire, car pour vous viennent les lendemains qui chantent.

Maurice Fingereweij
Je vous écris ces derniers mots de ma main pour vous dire mes adieux à la vie que je voulais plus belle qu'elle n'a été.

Spartaco Fontano
Je m'étais engagé dans l'armée de la libération et je meurs quand la victoire éclate.

(...) Je garde le maillot de papa pour que le froid ne me fasse pas trembler.

Léon Goldberg
Je n'ai pas peur de mourir. Je trouve quand même que c'est un peu trop tôt. Comme cadeau d'anniversaire, c'est réussi, n'est-ce pas ? (...) Vive la France.

Szlomo Grzywacz
Jusqu'au dernier moment, je me conduirai (illisible) comme il convient à un ouvrier juif.

Stanislas Koubacki
Je meurs pour la Liberté.

Missak Manouchian
Bonheur à ceux qui vont nous survivre et goûter la douceur de la Liberté et de la Paix de demain.

Marcel Rayman
J'aime tout le monde et vive la vie.

Roger Rouxel
Je meurs en soldat de la Libération et en Français patriote. (...) Vive la France.

Willy Szapiro
Les derniers trois jours après ma condamnation j'ai été avec deux jeunes Français ensemble et j'ai appris à aimer la France davantage.

Robert Witchitz
Bientôt la vie sera plus belle.

Fresnes 21/2/44

Mes chers Parents, sœurs et Frères
Ma chère femme et fils

Bien sûr hier à 8 heures je serais fusillé
je ne suis qu'un soldat qui meurt pour la
France

Je vous demande d'accepter ce message
comme j'en ai moi-même, ma mère ne tremble
pas, je suis paillard je meurs et j'en suis fier

Ma vie n'a été un peu courte, mais j'ai peur que
la votre sera plus longue.

Je ne regrette pas mon passé, si je pouvais
revivre, je vivrais encore la France.

Je voulais que mon fils ait une belle épouse
toute à moi tous mes vœux réussissent.

Ma chère femme tu vendras mes vêtements
pour le faire un peu de argent. Dans mon
sac tu trouveras 400 francs que j'ai mis en
dépot à Fresnes.

Mille baisers pour ma femme
à mon fils

Mille baisers pour tous
bonne nuit à tous

Celestino Alfonso

Dernière lettre de Celestino Alfonso
(recto et verso), Fresnes, 21 février 1944.
© MRN-Champigny

Fresnes 21/2/44

Ma chère femme et fils

Je vous envoie ce message
pour vous dire que je suis
très fier de vous et de
toute la famille. Je suis
heureux de vous voir et
de vous embrasser.

Je vous aime très fort
et je vous embrasse
tous très fort.

Mille baisers
à tous

Szlomo Grzywacz

Dernière lettre de Szlomo Grzywacz,
Fresnes, 21 février 1944.
© MRN-Champigny



Une des deux dernières lettres de Thomas Elek,
adressée à ses amis et à sa famille par
l'intermédiaire de sa concierge et de Madame
Verrier. Thomas Elek est l'un des résistants
fusillés au fort du Mont-Valérien le 21 février
1944. Son nom est l'un des dix qui figurent
sur l'« Affiche rouge » placardée par
les Allemands peu avant leur exécution.
Sa photographie y est accompagnée de la mention
« Elek – Juif Hongrois – 8 déraillements ».
© MRN-Champigny

Fresnes le 21/2/44

Chers amis

Je vous envoie cette lettre d'adieu pour
vous confirmer s'il en est besoin que j'é-
tais pur dans mes intentions.

Je n'ai pas eu le temps de faire des
laques pleines d'eau.

Tout ce que j'ai à vous dire c'est que
vous ne devez pas vous attrister, nous é-
tirons gain au contraire, car nous vivons
maintenant les lendemains qui chantent.

Adieu et gardez une mémoire de nos
souvenirs et parlez quelque fois de moi à
vos enfants.

Thomas Elek

Le cafouillage de la presse « collabo » autour d'un procès imaginaire



C'est depuis de longues années que l'historien allemand Ahlrich Meyer, spécialiste renommé de la Résistance en France et de la politique de répression de l'Occupant, s'attache à la recherche des archives du procès du « Groupe Manouchian ». Ce travail de longue haleine s'est soldé, cependant, par un maigre résultat, à savoir un seul document : le verdict du procès. Une feuille manuscrite du greffier que nous reproduisons page 50. Ont été retrouvées sept photos sur les dix figurant sur l'Affiche. On ne peut pas ne pas s'interroger sur les raisons de ce « vide » archivistique qui entoure le « procès des 23 ». D'autant que les précédents procès – celui dit du « Groupe Brustlein » (novembre 1941) et celui des « Bataillons de jeunesse » (avril 1942), dit « Procès de la Maison de la Chimie », étaient fort spectaculaires – ont laissé des procès verbaux officiels de plusieurs centaines de pages comprenant les actes d'accusation et les minutes des audiences.

S'agissant du procès, on ne dispose donc de rien d'autre que des matériaux de propagande dont font partie les comptes rendus de la presse collaborationniste de Paris et celle de Vichy ainsi qu'une multitude de brochures dont la plus connue « L'armée du crime » et, bien entendu, l'Affiche elle-même. Paradoxalement, c'est dans cette presse, à défaut d'autres sources, qu'on peut trouver des éléments de réponse aux questions sur la réalité de ce procès-là.

Le tribunal militaire allemand installé à l'Hôtel Continental rue de Rivoli, a réglé le sort des 23 résistants des FTP-MOI en une journée, le 19 février 1944. Dans un réquisitoire qui dure un quart d'heure, la « défense » commise d'office rappelle les « aveux » des accusés. On ne sait en revanche si des journalistes « français » et « étrangers » ont, comme l'affirment certains journaux, été admis à l'audience.

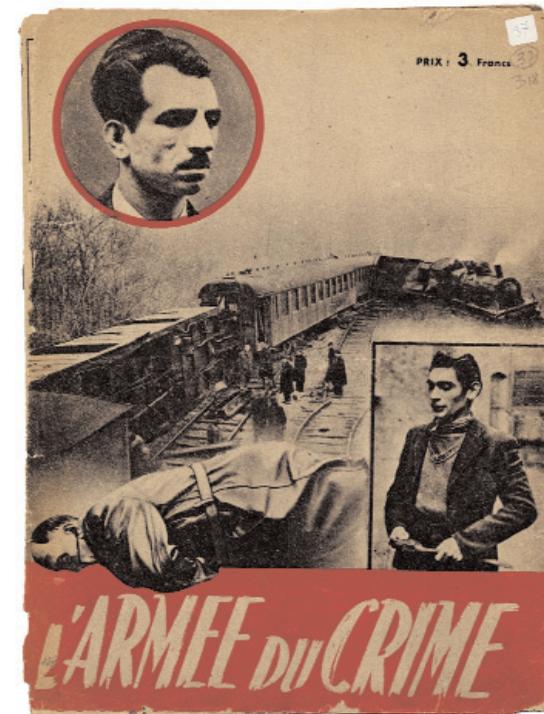
Ce qui frappe d'emblée, lorsqu'on consulte les journaux datés des 18 au 24 février, c'est que les reportages ne sont que des reproductions de « notes » diffusées par

l'Office français d'information (OFI) sous le contrôle de Vichy. Les versions se ressemblent à une virgule près.

Ainsi, par exemple, *Le Petit Parisien* annonce l'ouverture du procès dans le numéro du samedi 19 février et dimanche 20. Le même journal continue, le lundi 21, à publier des comptes rendus et annonce le verdict le mardi 22 seulement.

Dans *Paris-Soir*, le premier récit paraît le lundi 21 février. Le journaliste ne manque pas d'imagination : *9 heures, une immense salle lambrisée d'or, sur des chaises de velours rouge sont assis 23 hommes et une femme enchaînés deux par deux.* Par contre, le *Pariser Zeitung* du 22 février se limite à ce commentaire : *Les attendus du jugement soulignent qu'à deux exceptions près, tous les accusés sont des éléments étrangers qui ont abusé des lois de l'hospitalité française afin d'ébranler les structures de l'État par leurs attentats. [...]*

La censure de Vichy n'est guère mieux informée. Dans sa consigne n° 1460, dimanche 20 : *On publiera à la suite des dépêches sur la répression du banditisme et du terrorisme, les informations sur le procès des terroristes qui se déroule actuellement à Paris.*



La brochure « L'Armée du crime » a été imprimée en même temps que l'affiche pour stigmatiser les résistants de la MOI. Elle est diffusée sur l'ensemble du territoire. Animés par un antisémitisme violent, ses auteurs ne reculent devant aucun trucage. © MRN-Champigny

Dans P. Limagne, *Ephémérides*, Éditions de Candide.

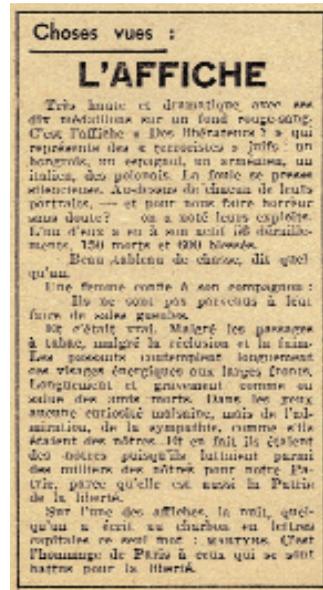
La réponse de la Résistance



L’Affiche rouge est placardée sur tous les murs de France. Cet avis d’exécution qui ne dit pas son nom, qui profane la mémoire des morts par des propos xénophobes et antisémites, suscite immédiatement chez les résistants et dans la population française un immense dégoût envers ses auteurs et de l’admiration pour les combattants qui ont été fusillés.

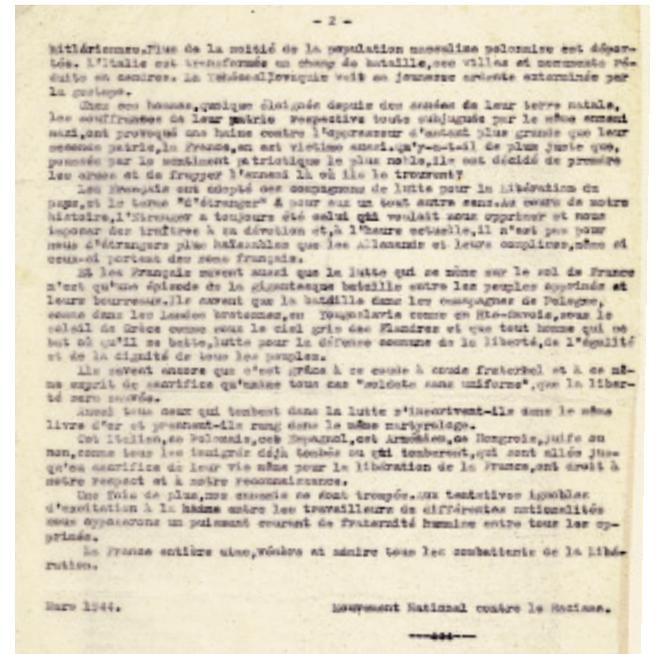


Dans son édition clandestine de mars 1944, Les lettres françaises, organe du Comité national des écrivains, expriment dans un article intitulé « L’affiche » les sentiments et les réactions de la population face à la campagne de propagande portée par l’Affiche rouge. © MRN-Champigny



En mars 1944, le Mouvement national contre le racisme, une des organisations de résistance issue de la section juive de la MOI dirigée par Adam Rayski, édite un tract clandestin rendant hommage aux combattants de l’affiche rouge, et salue la fraternité qui unit dans les combats pour la libération les résistants français et étrangers. © MRN-Champigny

Le peintre et résistant Enrico Pontremoli dessine et imprime des macarons à l’effigie d’Hitler à coller clandestinement sur l’Affiche rouge à la place des portraits des dix résistants. Pastichant l’affiche, la photo d’Hitler est accompagnée du texte suivant : « Adolf Hitler - Autrichien - 11 millions de morts, 25 millions de blessés ». Photo faite à la libération par Robert Doisneau, photographe et complice en Résistance de Enrico Pontremoli. Elle est reproduite dans la revue Le Point en 1945. © Avec l’aimable autorisation de l’Atelier Robert Doisneau



Extrait d’un tract du Mouvement national contre le racisme (MNCR, mars 1944). © MRN-Champigny

Les 24

Nous avons rassemblé par ordre alphabétique les biographies des 23 condamnés ainsi que celle de J. Epstein, dissocié du groupe lors du procès.

1- Celestino Alfonso

(1916, Iturnar-Ozaba, Espagne)

Sa famille émigre en France alors qu'il est encore jeune. Marié et père d'un garçon, il est ouvrier menuisier et responsable des Jeunesses communistes pour Ivry (Seine). Il est parmi les premiers engagés dans les Brigades internationales. Interné à son retour d'Espagne, il s'évade du camp de Saint-Cyprien (Pyrénées-Orientales). Durant la campagne de France, il est mobilisé dans une compagnie de travailleurs étrangers (CTE). Arrêté le 17 janvier 1941, interné aux Tourelles, il est envoyé travailler en Allemagne. De retour en juillet 1941, il reprend son travail et entre en résistance. Il demande à combattre dans les FTP-MOI dont il devient chef de groupe. Il prend part à de nombreuses actions notamment à l'exécution le 28 septembre 1943 du SS-*Standartenführer* Julius Ritter. Il est arrêté le 17 novembre 1943. Sa photo est reproduite en médaillon sur l'Affiche rouge que les nazis placardent sur les murs de France, avec la légende : « Alfonso – Espagnol rouge – 7 attentats ». Il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 40.

2- Joseph Boczov

(1905, Felsobanya, empire austro-hongrois, actuellement Roumanie)

Ingénieur chimiste. Militant communiste, il part combattre en Espagne dans les rangs des Brigades internationales. Il est interné à son retour dans les camps d'Argelès et de Gurs. Déchu de sa nationalité roumaine, il devient apatride et à ce titre est déporté vers l'Allemagne. Il s'évade et revient à Paris. Il entre dans les premiers groupes de FTP, puis devient successivement le chef du premier détachement FTP-MOI (hungaro-roumain) de la région parisienne puis le chef du 4^e détachement (« déraillleurs »). Il est arrêté le 27 novembre 1943. Sa photo est reproduite en médaillon sur l'Affiche rouge avec la légende : « Boczov – Juif hongrois – chef dérailleur – 20 attentats ». Il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 40.



© Archives Préfecture Police



© Archives Préfecture Police

3- Georges Cloarec

(1923, Saint-Rémy-sur-Avre, Eure-et-Loir, France)

Ouvrier agricole, dès les débuts de l'Occupation, il tente de rejoindre les Forces Françaises Libres en Angleterre. En 1942, il s'engage dans la Marine française à Toulon. Après l'invasion de la zone sud, il revient à Paris pour chercher un contact avec la Résistance. Il entre au FTP-MOI avec lesquels il participe à plusieurs actions. Il est arrêté le 13 novembre 1943. Il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 29.

4- Rino Della Negra

(1923, Vimy, Pas-de-Calais, France)

Ouvrier à l'usine Chausson d'Asnières et footballeur talentueux (Football Club d'Argenteuil, Union sportive argenteuillaise, puis Red Star). En février 1943, il refuse de partir travailler en Allemagne et s'engage dans la Résistance au sein des FTP-MOI (détachement italien). Il est arrêté le 12 novembre 1943. Il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 29.

5- Thomas Elek

(1925, Budapest, Hongrie)

Étudiant, fils d'une famille d'intellectuels antifascistes émigrés à Paris, il est sympathisant des Jeunesses communistes. Il s'engage dans la Résistance au sein des FTP-MOI dont il devient chef de groupe, puis chef d'un groupement de « déraillleurs ». Il participe notamment à l'incendie de la librairie « Rive gauche » et au déraillement sur la ligne Paris/Château-Thierry (28 juillet). Il est arrêté le 21 novembre 1943. Sa photo est reproduite en médaillon sur l'Affiche rouge avec la légende : « Elek – Juif hongrois – 8 déraillements ». Il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 47.

6- Maurice Fingerchwajg

(1923, Varsovie, Pologne)

Ouvrier tapissier, fils d'une famille d'ouvriers tailleurs émigrée à Paris en 1926. En 1940, avec Jacques, son frère aîné, il devient membre des Jeunesses communistes. En 1942, il entre au 2^e détachement (juif) des FTP-MOI, puis intègre les équipes de « déraillleurs ». Il est arrêté en novembre 1943. Il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 47. Déjà orphelin de mère (1933), son père, ses deux frères, Jacques et Léon, sont arrêtés lors de la rafle du Vel'd'Hiv', le 16 juillet 1942, et déportés.



© Archives Préfecture Police



© MRN-Champigny



© Archives Préfecture Police



© Archives Préfecture Police

7

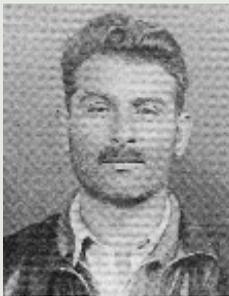


© Archives Préfecture Police

7- Spartaco Fontano (1922, Monfalcone, Italie)

Ses parents, antifascistes, émigrent en France. Ajusteur, tourneur et dessinateur, il suit les cours du soir à l'École des arts et métiers de Paris pour devenir ingénieur. Il participe aux premières manifestations de résistance et en 1942, s'engage dans les rangs des FTP-MOI. Son père et sa sœur arrêtés en mars 1943, Spartaco, recherché, doit entrer dans la clandestinité. Il participe à de nombreux attentats et sabotages contre les troupes d'occupation, dont l'exécution du SS-Standartenführer Julius Ritter. Il est arrêté le 13 novembre 1943. Sa photographie figure sur l'Affiche rouge avec la légende : « Fontanot – communiste italien – 12 attentats ». Il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 22. Deux autres membres de sa famille, Jacques et Nerone, tombent dans les combats pour la libération de la France.

8



© Archives Préfecture Police

8- Emeric Glasz

(1902, Budapest, empire austro-hongrois, actuellement Hongrie)
Ouvrier mécanicien, militant communiste dans son pays, il doit émigrer. Marié, en 1939, lors de la déclaration de guerre, il s'engage pour combattre au sein du 23^e régiment de marche des volontaires étrangers. Démobilisé après l'armistice, il reprend son travail à Paris et agit clandestinement d'abord dans les GSD (Groupes de sabotage et de destruction), puis au 1^{er} détachement des FTP-MOI (hongaro-roumain) et enfin dans les équipes de « déraillieurs », dont il est un des responsables. Il est arrêté le 17 novembre 1943 au métro Denfert-Rochereau. Il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 40.

9



© Archives Préfecture Police

9- Jonas Gedulgig (1918, Wlodzimierz, Pologne)

Mécanicien, il part à 16 ans, pour la Palestine retrouver son frère aîné. De là, en 1937, il part combattre en Espagne dans les Brigades internationales (unité d'artillerie « Anna Pauker »). De retour d'Espagne, il est interné à Gurs, puis à Argelès. Il réussit à s'évader et se rend à Paris. Là, il vit et travaille comme ouvrier gantier sous le nom de « Michel Martiniuk » (fausse identité qui ne sera pas découverte). En novembre 1941, il participe à la première grève de sabotage organisée par les gantiers. En 1942, il entre aux FTP-MOI (2^e détachement), puis en juillet 1943 intègre un groupe de « déraillieurs ». Il est arrêté en novembre 1943. Il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 47.

10- Léon Goldberg (1924, Lodz, Pologne)

Après l'arrestation et la déportation de toute sa famille suite à la rafle du Vel'd'Hiv, le 16 juillet 1942, il cherche le contact avec la Résistance. Il entre aux FTP-MOI (2^e détachement) avec lesquels il participe à de nombreuses actions et, en juillet 1943, poursuit le combat au sein d'un des groupes de « déraillieurs ». Il est arrêté le 22 octobre 1943. Il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 52.

11- Szlomo Grzywacz (1909, Wolomin, actuellement Pologne)

Ouvrier et militant aux Jeunesses communistes polonaises. Arrêté et condamné à 5 années de prison, à sa libération, il doit quitter la Pologne. Il s'installe à Paris en 1936, d'où il part pour l'Espagne combattre dans les Brigades internationales. De retour d'Espagne, il est interné dans les camps de Gurs et d'Argelès. Il s'évade et regagne Paris. Dès le début de l'Occupation, il devient un militant très actif dans le mouvement syndical clandestin, notamment en organisant les ouvriers juifs travaillant dans les ateliers de fourrure. Il demande à participer à la lutte armée au sein des FTP-MOI. Il est arrêté en novembre 1943. Sa photographie figure sur l'Affiche rouge avec la légende : « Grzywacz – Juif polonais – 2 attentats ». Il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 56.

12- Stanislas Kubacki (1908, Stazyce, actuellement Pologne)

Ouvrier mouleur, il milite activement dans les organisations ouvrières de son pays. Il émigre en France, d'où il part pour combattre dans les rangs des Brigades internationales en Espagne. De retour en France, il est interné au camp du Vernet (Ariège). Déporté vers l'Allemagne, il réussit à s'évader. De retour à Paris, il se met en contact avec les organisations de la Résistance. Il est arrêté le 7 décembre 1942, avec sept autres camarades. Il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 56.

13- Mardin Lavitian (Armenek Manukian) (1898, Chubhi, [localisation indéterminée : Russie ou empire ottoman ; actuellement Arménie ou Turquie]).

En 1937, il vient à Paris où il travaille comme serrurier aux usines Renault qu'il quitte au début de l'Occupation



© Archives Préfecture Police



© MRN-Champigny



© Archives Préfecture Police

13



pour travailler dans la confection de tapis. En 1943, il entre aux FTP-MOI au sein desquels il participe à de nombreuses actions, dont un attentat à Saint-Ouen et un place de l'Observatoire. Il est arrêté le 20 novembre 1943. Il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 52.

14- Cesare Luccarini
(1922, Castiglione, Italie)

Fils d'une famille de militants antifascistes émigrés en France, il milite aux Jeunesses communistes. Dès le début de l'Occupation, il participe dans le Pas-de-Calais aux premières manifestations de résistance, puis vers la fin de 1942, il entre aux FTP. « Grillé », dès les premiers mois de l'année 1943, il est envoyé dans la région parisienne où il poursuit le combat au sein des FTP-MOI. Il est arrêté le 12 novembre 1943. Il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 29.

15- Missak Manouchian
Voir biographie page 66.

16- Marcel Rayman
Voir biographie page 67.

14



17



17- Roger Rouxel
(1925, Paris, France)

Ouvrier tourneur à l'usine métallurgique Panhard. En février 1943, il refuse d'aller travailler en Allemagne et s'engage dans la Résistance. Il combat au sein des FTP-MOI. Il est arrêté le 13 novembre 1943. Il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 22.

18- Antonio Salvadori
(1920, San Gregori, Italie)

Sa famille émigre en France à Belfort en 1927. Ouvrier du bâtiment, fin 1942, il refuse de partir travailler en Allemagne et s'engage dans la Résistance au sein des FTP-MOI à Paris. Il est arrêté le 12 novembre 1943. Il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 29.

19- Willy Szapiro
(1910, Skala, actuellement Pologne)

En 1930, il part vivre et travailler en Palestine. Militant syndicaliste, il est arrêté par la police anglaise le 1^{er} mai 1931. Après avoir purgé sa peine de deux ans de prison, il est expulsé. En 1933, il gagne l'Autriche, où il travaille

18



et milite au parti communiste autrichien illégal. En 1938, après l'annexion du pays par l'Allemagne nazie, il doit s'exiler à nouveau. Il vient en France, à Paris. Pendant la Drôle de Guerre, il est affecté spécial dans une usine de province. Dès l'été 1940, il revient à Paris où il s'embauche comme ouvrier fourreur. Rapidement, il devient un militant et un responsable du syndicat clandestin CGT de la profession. En juillet 1943, il demande à combattre au sein des FTP-MOI. Il est arrêté le 27 octobre 1943. Il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 22.

20- Amedeo Usseglio
(1911, Maddalena-Giaveno, Italie)

Ouvrier maçon, il émigre en France en 1930. En janvier 1943, refusant de partir travailler en Allemagne, il entre aux FTP-MOI. Il participe à de nombreuses actions de déraillement dans la région parisienne. Il est arrêté le 22 octobre 1943. Il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 22.

21- Wolf Wajsbrot
(1925, Krasznik, Pologne)

Sa famille émigre en France au début des années 1930. Mécanicien, il vit et travaille à Paris. Après l'arrestation et la déportation de toute sa famille suite à la rafle du Vel'd'Hiv', le 16 juillet 1942, il s'engage dans les FTP-MOI. Il combat notamment dans le « détachement des dérailleurs ». Sa photographie figure sur l'Affiche rouge avec la légende : « Wasjbrot – Juif polonais – 1 attentat – 3 déraillements ». Il est arrêté le 18 novembre 1943. Il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 47.

22- Robert Witchitz
(1924, Abscon, Nord, France)

Télégraphiste puis coursier. En 1943, il refuse de partir travailler en Allemagne et entre dans la Résistance. Il combat au sein des FTP-MOI et participe à de nombreuses actions. Il est arrêté le 12 novembre 1943. Sa photographie figure sur l'Affiche rouge avec la légende : « Witchitz Juif hongrois – 15 attentats ». Il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15h22.

23- Golda (Olga) Bancic
Voir biographie page 68.

24- Joseph Epstein
Voir biographie page 69.

19



20



21



22





© Collection particulière

Missak Manouchian vu par sa femme, Mélinée *Orphelins du génocide*

Missak Manouchian

(1906, Adiyaman, empire ottoman, actuellement Turquie)

Rescapé du génocide arménien, il est recueilli en Syrie (sous mandat français) d'où il rejoint la France (1925). Ouvrier tourneur aux usines Citroën, c'est aussi un écrivain, un poète et un militant du PCF (responsable du journal en arménien de la MOI). Dans la clandestinité, il assume la responsabilité de la section arménienne de la MOI. En février 1943, il rejoint les FTP-MOI (commissaire technique, puis juillet 1943 ; commissaire militaire). Il est arrêté le 16 novembre 1943 à Évry-Petit-Bourg (Seine-et-Oise), avec Joseph Epstein (chef des FTP). Sa photographie figure sur l'Affiche rouge avec la légende : « Manouchian – Arménien – chef de bande – 56 attentats – 150 morts – 600 blessés ». Il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 22.

Mélinée Manouchian

(1913, Constantinople, empire ottoman, actuellement Istanbul, Turquie – Paris, 1989)

Fille cadette d'une famille arménienne aisée, son père est directeur des postes. Orpheline très jeune, avec sa sœur, elle est recueillie à Smyrne dans un orphelinat protestant américain. En 1922, elles sont évacuées en Grèce, puis en France (Marseille en 1926, Le Raincy en 1929). Mélinée acquiert une formation de comptable et de sténo-dactylo. Elle loue un petit logement à Paris, rue de Louvois, à l'oncle de Charles Aznavour (durant l'Occupation une des planques des Manouchian et de nombreux autres résistants arméniens). Elle milite au comité de secours à l'Arménie dont elle devient la secrétaire. C'est là qu'elle rencontre Missak et devient sa compagne dans la vie puis dans la Résistance. Elle échappe aux arrestations et continue le combat. Elle joue un rôle important dans la transmission de la mémoire de Missak Manouchian, des 23, et plus généralement des « étrangers » dans la Résistance française. En 1977, elle écrit une biographie, intitulée *Manouchian*, éditée aux Editeurs français réunis.



Mélinée lors de l'inauguration de la « stèle-buste », œuvre d'Aara Haroutiounian, en l'honneur de Missak Manouchian au cimetière d'Ivry en novembre 1978. Mélinée et l'artiste ont offert le plâtre du buste au Musée de la Résistance nationale.

Marcel Rayman

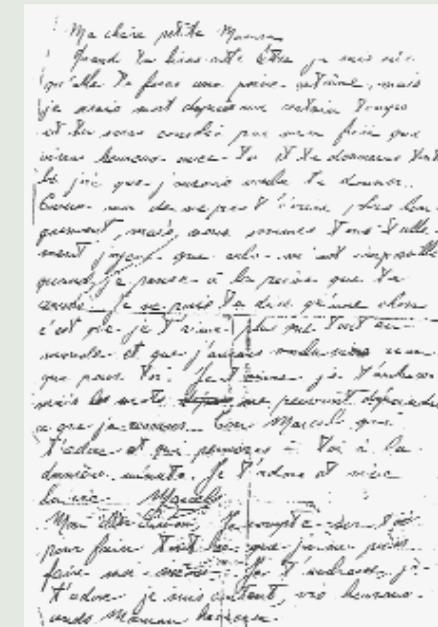


© MRN-Champigny

Marcel Rayman

(1923, Varsovie, Pologne)

Sa famille émigre en France en 1930. Enfant et adolescent, il participe aux activités culturelles et sportives des Pionniers et du Yask. Tricoteur, à la suite de son père, il milite à l'Union des jeunes juifs (jeunes communistes), animée par Henri Krasucki. Dès le début de l'Occupation, il participe à toutes les manifestations illégales (collages d'affiches ou papillons, diffusion de tracts, etc). En 1942, il demande à entrer aux FTP-MOI. Il est accepté au 2^e détachement. Bon tireur, il devient le moniteur pour la formation des nouveaux combattants dont Missak Manouchian. À l'été de 1943, il devient le responsable militaire de « l'équipe spéciale », en charge des actions les plus spectaculaires, comme l'exécution du SS-Standartenführer Julius Ritter le 28 septembre. Arrêté le 16 novembre 1943 lors d'un rendez-vous avec Olga Bancic et Josef Zvec, sa photographie figure sur l'Affiche rouge avec la légende : « Rayman – Juif polonais – 13 attentats ». Il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 40. Chana Rayman, sa mère est arrêtée, puis déportée et gazée à Auschwitz.



Dernière lettre de M. Rayman envoyée à sa mère.

© reproduit par A. Rayski, plaquette Ville de Paris

Golda Bancic



© MRN-Champigny

Chère Madame,
 Je vous prie de bien vouloir remettre cette lettre à ma petite fille Dolorès après la guerre. C'est là le dernier désir d'une mère qui va vivre encore 12 heures. Merci.
 Ma chère petite fille, mon cher petit amour,
 Ta mère écrit la dernière lettre, ma chère petite, demain à 6 heures, le 10 mai, je ne serai plus.
 Mon amour, ne pleure pas, ta mère ne pleure pas non plus. Je meurs avec la conscience tranquille et avec toute la conviction que demain tu auras une vie et un avenir plus heureux que ta mère. Tu n'auras plus à souffrir. Sois fière de ta mère, mon petit amour.
 J'ai toujours ton image devant moi.
 Je vais croire que tu verras ton père, j'ai l'espérance que lui aura un autre sort. Dis-lui que j'ai toujours pensé à lui comme à toi. Je vous aime de tout mon cœur. Tous les deux vous m'êtes chers. Ma chère enfant, ton père est, pour toi, une mère aussi. Il t'aime beaucoup.
 Tu ne sentiras pas le manque de ta mère.
 Mon cher enfant, je finis ma lettre avec l'espérance que tu seras heureuse pour toute ta vie avec ton père, avec tout le monde. Je vous embrasse de tout mon cœur, beaucoup, beaucoup.

Adieu mon amour.

Ta mère

Transcription de la dernière lettre de Golda Bancic à sa fille.

Golda (Olga) Bancic

(1912, Kichinev, Russie, actuellement Chisinau, Moldavie)

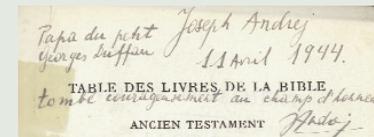
Ouvrière, militante syndicaliste en Roumanie, elle doit s'exiler en 1938. Mère, elle confie son bébé à une famille française et, avec l'écrivain Alexandre Jar, s'engage et participe aux premières manifestations de résistance. Puis, elle demande à entrer aux FTP-MOI où elle assume des missions de fabrication et de transport d'armes et d'explosifs. Elle est arrêtée le 16 novembre 1943. Comme toutes les autres résistantes françaises condamnées à mort, elle est déportée en Allemagne. Elle est décapitée le 10 mai 1944, à Stuttgart.

Joseph Epstein



Joseph Epstein et son enfant, été 1942.

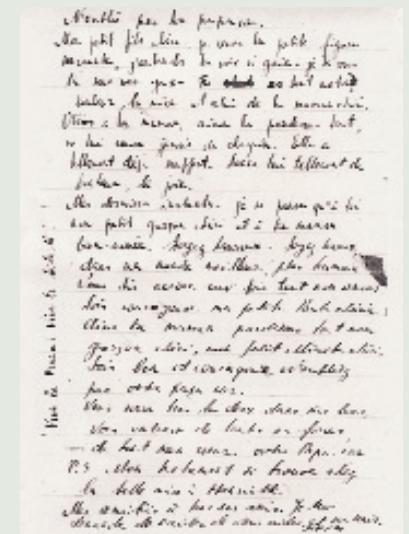
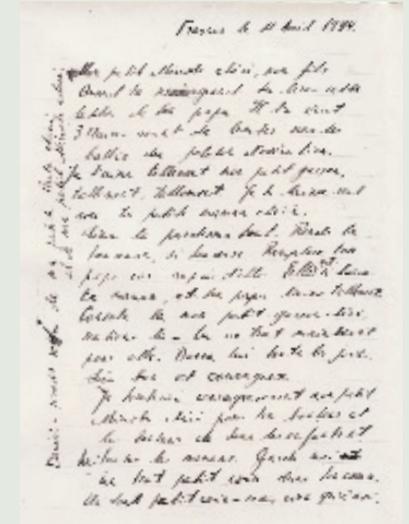
Quelques heures avant son exécution, Joseph Epstein demande à l'aumônier, l'abbé Franz Stock, de lui donner sa Bible. Il l'ouvre pour écrire sa dernière lettre adressée à son fils. L'aumônier, qui a tout compris, reprend la Bible et demande à qui il doit la remettre. Epstein lui dicte l'adresse qu'il apprendra par cœur. Elle sera remise à la nourrice du « petit George Duffau ».



Joseph Epstein

(1911, Zamosc, actuellement Pologne)

Fils d'une famille juive aisée et cultivée, il milite au Parti communiste polonais clandestin. En 1932, il doit s'exiler et choisit la France où il achève ses études de droit. Dès 1936, il part combattre dans les Brigades internationales. À la déclaration de guerre, il s'engage dans l'armée française. Fait prisonnier, il s'évade. Dès décembre 1940, revenu en France, il joue un rôle important dans la réorganisation du Parti communiste et la formation des premiers groupes de lutte armée. En mai 1943, devenu le « colonel Gilles », à la tête de tous les FTP d'Ile-de-France, il développe une tactique de guérilla urbaine très efficace. Il est arrêté avec Missak Manouchian, chef régional des FTP-MOI, le 16 novembre 1943, à Évry-Petit-Bourg (Seine-et-Oise, actuellement Essonne). Il est fusillé au Mont-Valérien le 11 avril 1944, sous une de ses fausses identités.



© MRN-Champigny

Une épuration inachevée



À la Libération, la République rétablie, des procédures judiciaires sont engagées notamment contre les membres des forces de l'ordre (justice, police, gendarmerie, etc.) qui ont participé aux opérations de répression conduites par l'État français et l'Occupant. À Paris, des comptes sont demandés en premier lieu aux policiers des Brigades spéciales de la préfecture de Police. Plus de 150 policiers font l'objet de poursuites judiciaires. 64 Inspecteurs sont jugés et condamnés dont 22 à la peine de mort. 10 seront effectivement passés par les armes dont Gaston Barrachin, responsable de l'arrestation de Missak Manouchian et de Joseph Epstein.



L'Humanité, 15-16 avril 1945 (une et détail).
© MRN-Champigny



Monument aux fusillés du Mont-Valérien



Depuis la Libération, en dépit de la Guerre froide et de ses conséquences politiques en France, en dépit des aléas d'une construction conflictuelle de la mémoire de la Résistance, le souvenir des 23 et de Joseph Epstein est entretenu par leurs familles, leurs camarades de combat et leurs associations, leur parti : cérémonies sur les lieux de mémoire, en premier lieu au cimetière d'Ivry ; publication de leurs dernières lettres ou d'hommages tel « Pages de gloire des 23 » ; érections de monuments ou baptêmes de lieux publics, etc. C'est à l'occasion de l'inauguration le 5 mars 1955 d'une rue « groupe Manouchian » dans le 20^e arrondissement de Paris que le poète Louis Aragon publie dans *L'Humanité* son poème, immortalisé par la musique et l'interprétation de Léo Ferré.

Dans le même temps, la recherche historique ou le concours national de la Résistance et de la Déportation par exemple participent à la découverte et à l'enseignement du rôle joué par des « étrangers » dans la Résistance française.

Cette histoire et cette mémoire sont aussi sources d'inspiration de nombreuses créations artistiques de toutes disciplines. Enfin, symboliquement, la mémoire nationale les inscrit dans la pierre ou la fonte de monuments nationaux qu'il s'agisse des Sentinelles de la mémoire érigées à Besançon en 1993 ou de la Cloche qui, au Mont-Valérien, rappelle depuis 2003 le souvenir des fusillés.

En l'état actuel des recherches, 1 014 personnes identifiées ont été fusillées par les Allemands de 1940 à 1944.



Médaille de la ville de Paris attribuée à titre posthume en 1978 à Celestino Alfonso. Donation de la famille Alfonso-Carreno.
© MRN-Champigny

Sans équivalent dans les autres pays occupés en Europe, l’Affiche rouge prend place, au fil des années, comme une icône majeure de la Résistance française : un paradoxe au regard de sa fonction initiale. L’affiche tisse le linceul de gloire des résistants qu’elle voulait stigmatiser, impose dans notre mémoire nationale le souvenir de la place éminente prise par des « étrangers » dans la libération de la France, et ainsi, depuis 1944, s’invite de manière permanente dans le débat public pour rappeler les idéaux humanistes et démocratiques attachés au mot France.

La Cloche du Mont-Valérien

Le monument réalisé par l’artiste Pascal Convert est une sobre cloche de bronze sur laquelle sont inscrits 1006 noms et où une place vide symbolise les fusillés demeurés inconnus. Elle se dresse devant la chapelle désaffectée où les condamnés étaient réunis avant d’aller au supplice. Le monument est inauguré le 20 septembre 2003 par Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre.

Pascal Convert explique ainsi le sens de son œuvre :
[...] L’essentiel est que cette inscription des noms soit une mise en lumière : le relief des caractères émergeant du bronze verra sa surface polie lumineuse.



© DMPA

Extrait du discours de Robert Badinter 20 septembre 2003, Mont-Valérien

J’assistais, ce 11 novembre-là, au mont Valérien, à l’hommage traditionnel aux morts pour la France. La cérémonie officielle achevée, je décidai de revoir la clairière des fusillés [...] : nulle part ne se dressait une stèle, une plaque portant les noms des hommes qui étaient tombés là, pour nous. Je quittai le mont Valérien en m’interrogeant sur ce singulier silence. [...] Je décidai donc de déposer une proposition de loi pour que soit édifié au mont Valérien, près de la clairière, un monument sur lequel seraient gravés les noms des fusillés. Cette proposition, signée par tous les sénateurs socialistes, reçut le soutien des associations de résistants et des familles des fusillés. Au Sénat, elle recueillit l’appui unanime de tous les groupes parlementaires. Le gouvernement de Lionel Jospin donna son accord à cette proposition. Et Maurice Schumann prononça, de sa voix inoubliable, sa dernière intervention au Sénat en l’honneur des résistants tombés.

Robert Badinter, « Gaullistes, communistes, chrétiens, juifs, aristocrates, ouvriers ... Les oubliés du mont Valérien »,
Le Nouvel Obs, semaine du 18 septembre 2003.

Sources, témoignages et ouvrages universitaires

À titre indicatif

Documentaires et films

Cassenti Franck, *L’Affiche rouge*, 90 minutes, 1976. Prix Jean-Vigo en 1976.

Convert Pascal, *Joseph Epstein, bon pour la légende*, 60 minutes, coproduction Arte / Sodeperaga, 2007.

Dugowson, Jacques, Pellet, M., *L’Affiche rouge 1 et 2 : la place des étrangers dans la Résistance*, collection Images à lire, CNDP, 1990.

Peschanski Denis, Amat Jorge, *La traque de l’Affiche rouge*, 72 minutes, compagnie des Phares et Balises en collaboration avec la Fondation Gabriel Péri et L’Humanité, 2006.

Ouvrages

Sur les FTP-MOI parisiens et « l’Affiche rouge »

Convert Pascal, Joseph Epstein, bon pour la légende, éditions Séguier, 2007.

Courtois Stéphane, Peschanski Denis, Rayski Adam, *Le sang de l’étranger – les immigrés de la MOI dans la Résistance*, Fayard, 1989.

Rayski Benoît, *L’Affiche rouge, 21 février 1944. Ils n’étaient que des enfants...*, Le Félin, 2004.

Sur les « étrangers » dans la Résistance et les combats de la Libération de la France

Collectif, *Les étrangers dans la Résistance*, Actes du colloque, Éditions Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon, 1992.

Collectif, Tsevery Léon (dir.), *Les 1007 fusillés du Mont-Valérien (1941-1945), parmi lesquels 174 juifs*, préface de Serge Klarsfeld, Fils et filles des déportés juifs de France.

Collectif, *Les Juifs ont résisté en France (1940-1945)*, Editions AACCE, 2009.

Krivopissko Guy (dir.), *La vie à en mourir, lettres des fusillés, 1941-1944*, Paris, Tallandier, 2003 ; *La vie à en mourir, lettres des fusillés, 1941-1944*, édition augmentée et corrigée, Point Histoire – Le Seuil, 2006 ; *Lettres de jeunes résistants*, avec Olivier Umecker, Mango, collection Dada, 2008.

Le Musée de la Résistance nationale a réalisé en 1998 un dossier documentaire sur la participation des « immigrés » aux combats pour la libération de la France dans le cadre du Concours national de la Résistance et de la Déportation. Disponible au Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne

Une exposition *La participation des étrangers aux combats pour la libération de la France* est disponible en 24 affiches au Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne.

Le catalogue de cette exposition a été publié par la revue Migrations, hors série, 1999.

Peschanski Denis, *Des étrangers dans la résistance*, Paris, Éditions l’Atelier, 2002.

Exposition *Missak Manouchian, les Arméniens dans la Résistance en France*, présentée du 6 mars au 29 juillet 2007 au Mémorial du Maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris et au Musée Jean Moulin (Ville de Paris). Exposition présentée à la mairie du IV^e arrondissement du 14 au 29 septembre 2009.

Ouvrages généraux sur la Deuxième Guerre mondiale en France et sur l’immigration en France

Brunel G., *Guide des sources de l’histoire de la Pologne et des Polonais dans les archives françaises*, Paris, direction des Archives de France, 2003.

Collard Claude (dir.), *Guide des sources pour l’histoire de l’immigration en France de 1830 à nos jours*, Éditions de la Bibliothèque nationale de France, 2006.

Derraine P. J., Véglià P. (dir.), 1999. *Les Étrangers en France, guide des sources d’archives publiques et privées, XIX^e-XX^e siècles*, tome 2, direction des Archives de France, 1999.

Meyer A., *L’occupation allemande en France 1940-1944*, Privat, 2002

Éditions Autrement. Les éditions Autrement ont lancé en 1995 une collection, sous la direction de Pierre Milza et Émile Témime, intitulée *Français d’ailleurs, peuple d’ici* (plus d’une vingtaine d’ouvrages) consacrés à des communautés immigrées et leurs territoires.

Noiriel Gérard, *Le creuset français : histoire de l’immigration XIX^e-XX^e siècles*, Le Seuil, 1998.

Table des matières

4	Préface du Maire
8	Introduction, Denis Peschanski
11	On ne se lasse pas de la regarder, Adam Rayski
14	L’Affiche rouge : point d’orgue de la propagande nazie et de Vichy
18	La MOI
24	Presse clandestine
26	Les actions de guérillas s’intensifient
29	Le SS Heydrich à Bousquet
31	Les Brigades spéciales
33	Première filature : l’organisation de la jeunesse juive
38	<i>Une des victimes de la première filature : Henri Krasucki</i>
42	Deuxième filature : l’assaut contre la branche politique de la MOI
46	<i>Une des victimes de la deuxième filature : Meier List</i>
47	Troisième filature : un succès pour les B.S. mais...
50	Procès et exécutions
51	<i>Dernières lettres des fusillés</i>
54	Le cafouillage de la presse « collabo » autour du procès imaginaire
58	La réponse de la Résistance
60	Les 24
66	<i>Missak Manouchian vu par sa femme, Mélinée</i>
67	<i>Marcel Rayman</i>
68	<i>Golda Bancic</i>
69	<i>Joseph Epstein</i>
70	Une épuration inachevée
71	Monument aux fusillés du Mont-Valérien
73	Extrait du discours de Robert Badinter
74	Bibliographie

Nous tenons à remercier :

La famille Alphonso-Careno, Katia Guiragossian (petite-nièce de Mélinée Manouchian), Julie Baffet, Rose de Beaufort d’Estienne d’Orves, Pascal Convert, Cécile Cousseau, Lionel Dardenne, Georges Duffau-Epstein, Robert Guédiguian, Sacha Kleinberg, Guy Krivopissko, Muriel Leclerc, Christine Levisse-Touzé, Lise London, Agnès Triebel, Roger Trugnan.

Les Archives de la Préfecture de police, l’Association nationale des familles de fusillés et massacrés de la Résistance française, l’atelier Robert Doisneau, la Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives, le Centre de documentation juive contemporaine, la CGT, Génériques, le Mémorial du maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris – Musée Jean Moulin, le Musée de la Résistance nationale de Champigny.

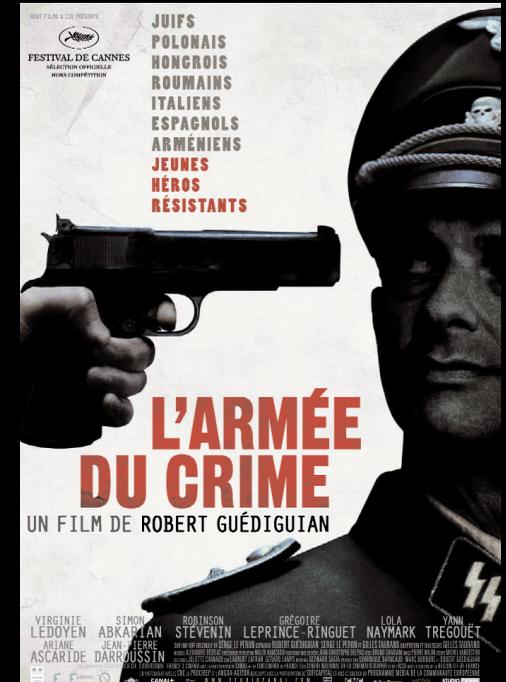
page 4 : photographie © Henri Garat/Mairie de Paris

Photogravure, impression : Castuera IG, Pampelune
Achévé d’imprimer en septembre 2009

Réaliser aujourd'hui un film sur les partisans du groupe Manouchian, c'est d'abord réactiver la mémoire de ces étrangers qui ont combattu entre 1940 et 1944 pour la libération de la France. Une France dont il voulait garder l'image idéale qui les avait conduit à choisir d'y vivre. Républicains espagnols, Italiens antifascistes, Juifs venus des pays de l'Est, Arméniens rescapés du premier génocide du vingtième siècle. Ils portent tous en eux une part des tragédies en gestation de ce siècle, et considèrent la France comme le bastion de la liberté. Au nom de cet idéal, ils vont devenir des héros.

Comment ces idéalistes passionnés se sont emparés d'un enjeu historique qui les dépassait, d'un défi inimaginable au début des années 1940 : abattre le nazisme qui dominait alors l'Europe et menaçait le monde ?

Robert Guédiguian



Mairie de Paris/Comité d'histoire de la Ville de Paris
Cet ouvrage n'est pas destiné à être commercialisé.